



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/40/PV.18
2 octobre 1985

FRANCAIS

QUARANTIEME SESSION

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA DIX-HUITIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York
le mercredi 2 octobre 1985, à 10 h 00

Président : M. de PINIÉS (Espagne)

Puis : M. MORENO-SALCEDO (Philippines)
(Vice-Président)

- Allocution de Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk, président du Kampuchea démocratique
- Débat général [9] (suite)

Déclarations de :

M. Yaqub-Khan (Pakistan)
M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)
M. Shamir (Israël)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 25.

ALLOCUTION DE SON ALTESSE ROYALE SAMDECH NORODOM SIHANOUK, PRESIDENT DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : L'Assemblée va entendre une déclaration de Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk, président du Kampuchea démocratique.

Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk, président du Kampuchea démocratique, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies à Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk, président du Kampuchea démocratique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le président NORODOM SIHANOUK : Qu'il me soit permis, au nom du peuple khmer et du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, ainsi qu'en mon nom propre, d'exprimer mes salutations très cordiales et mes remerciements émus à Leurs Excellences les chefs de délégation et aux représentants qui honorent cette séance de leur présence et qui témoignent ainsi de leur fidélité aux plus nobles idéaux de l'ONU : idéaux de justice, de paix, de liberté, de soutien aux peuples opprimés et victimes d'injustices.

C'est avec une grande satisfaction que ma délégation accueille votre élection unanime à la présidence de la quarantième session de notre Assemblée générale. Le choix qu'ont fait tous nos collègues est un hommage rendu à votre éminente personnalité, qui jouit du respect général, et aux activités soutenues de l'Espagne, de son souverain et de son peuple pour la paix, la justice et la démocratie.

En rappelant avec plaisir que le Cambodge et l'Espagne sont devenus Membres de l'ONU la même année, en 1955, nous exprimons notre confiance que, grâce à votre longue expérience, à votre sagesse, à votre compétence et à votre attachement bien connu à notre Organisation mondiale et à sa Charte, notre réunion, en ce quarantième anniversaire de la fondation de l'ONU, saura répondre positivement aux espoirs de la communauté internationale et hâter la solution des problèmes cruciaux : paix, sécurité et justice, auxquels notre monde est confronté.

Au nom de ma délégation, je voudrais rendre un chaleureux hommage à S. Exc. Paul Lusaka, qui a dirigé avec sagesse et distinction nos travaux et préparé la célébration du quarantième anniversaire de l'ONU.

Le président Norodom Sihanouk

Je voudrais également réitérer notre profonde estime et notre haute appréciation à notre Secrétaire général, S. Exc. M. Javier Pérez de Cuéllar, pour ses remarquables activités et initiatives en vue d'apporter la contribution de l'ONU à l'apaisement des tensions, au maintien de la paix et de la sécurité du monde. Sa visite dans le Sud-Est asiatique, au début de cette année, en vue d'explorer les voies et moyens susceptibles de faire appliquer les justes résolutions de l'ONU, témoigne de ses efforts persévérants, de son impartialité et de son courage pour s'acquitter de ses hautes responsabilités.

Ses rapports annuels, les entretiens que j'ai eu le plaisir d'avoir avec lui, ont été pour moi autant de sources d'encouragement. Pour son engagement personnel dans la recherche de la paix et de la sécurité internationales, de la coopération et de la compréhension entre tous les peuples, notre Secrétaire général a bien mérité de l'Organisation des Nations Unies.

Enfin, je tiens à rendre un vibrant hommage à notre Organisation, à l'approche du glorieux jour de son quarantième anniversaire.

L'ONU est irremplaçable parce qu'elle est la conscience du monde civilisé. Elle est la seule Assemblée au monde où toutes les puissances, quelle que soit leur importance, puissent siéger de plein droit et s'exprimer librement, présenter leurs suggestions, leurs doléances, leurs craintes à la communauté internationale et en appeler à celle-ci lorsqu'elles se sentent menacées dans leur liberté, voire dans leur existence.

Le président Norodom Sihanouk

L'Organisation des Nations Unies est une tribune prestigieuse, où le bon droit trouve toujours des défenseurs. Les résolutions qu'elle adopte, même lorsqu'elle n'a pas les moyens matériels de les faire appliquer, revêtent une importance morale quasi universelle que nul n'affronte de gaîté de coeur. A preuve les manoeuvres plus ou moins honorables ou subtiles auxquelles se livrent les contrevenants pour tenter au moins de sauver la face.

L'Organisation des Nations Unies reste l'ultime espoir des peuples opprimés. Plus d'une fois, à force de patience, de persévérance et de sagesse, elle a infléchi le cours de l'histoire. Est-il besoin de dire que nous souhaitons de tout coeur qu'elle y parvienne dans le cas de notre infortuné Kampuchea, agressé, envahi et plus qu'à demi-colonisé par un voisin impérialiste bien plus puissant?

L'Organisation des Nations Unies, qui comptait 51 Etats Membres lors de sa création, en 1945, en comptait, l'an dernier, 159, chiffre qu'elle dépassera certainement dans les années qui viennent. On peut donc, à juste titre, parler de l'universalité de notre Organisation - dont, je le rappelle, le Cambodge est Membre depuis 1955, et le Viet Nam depuis 1977.

L'an dernier, le 31 mai 1984, notre éminent Secrétaire général publiait la déclaration suivante :

"A mes yeux, le quarantième anniversaire de l'Organisation est ... surtout d'encourager les Etats Membres à réaffirmer leur détermination de défendre les principes et les buts énoncés dans la Charte... Enfin et surtout, j'exprime le fervent espoir qu'aucun effort ne sera épargné pour faire de l'année 1985 une année remarquable du point de vue de la paix, du règlement des conflits, de la modération, de la coopération internationale et de l'amitié entre les nations. Ainsi un anniversaire pourra-t-il se transformer en une célébration. ... Je pense surtout à l'effrayante tournure prise par la course aux armements, ainsi qu'à plusieurs conflits prolongés et non résolus..."

Puissent les souhaits exprimés par notre Secrétaire général entrer, en cette mémorable année, dans la voie de la réalisation. Ma délégation, pour sa part, n'épargnera aucun effort pour y aider et souhaite sincèrement que notre adversaire de l'Est fasse preuve du même sens des responsabilités et du même désir de concorde et de paix.

Par sa résolution en date du 17 décembre 1985, l'Assemblée générale décidait que :

Le président Norodom Sihanouk

"le thème du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies sera 'Les Nations Unies pour un monde meilleur' et [exprimait] l'espoir et le voeu que l'année 1985 marque le début d'une ère durable de paix et de justice, de développement et de progrès social et économique et d'indépendance pour tous les peuples du monde." (Résolution 39/161 A, par. 1)

Enfin, une décision adoptée le 11 avril 1985 par le Comité préparatoire du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies disait notamment :

"... Le débat général se tiendra selon l'usage durant une période de trois semaines, allant du 23 septembre au 11 octobre, étant clairement entendu que les déclarations faites par les chefs d'Etat ou de gouvernement ... durant cette période seront également considérées comme s'inscrivant dans le cadre de la célébration." [A/40/49, par. 27, alin. b]

Le mot d'ordre de l'Organisation des Nations Unies pour la présente session est donc que "les gouvernements et les peuples voient en cet anniversaire une occasion de réaffirmer leur foi dans les buts et les principes de la Charte".

Le 24 octobre prochain, l'année 1986 sera déclarée "Année internationale de la paix". Elle constitue pour le peuple khmer, infortuné entre tous, une ultime "planche de salut" dans cet océan de misères et d'humiliations sur lequel il est ballotté depuis tant d'années.

Encore faudrait-il que la République socialiste du Viet Nam et l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui la soutient contre notre peuple acceptent de se montrer dignes de leur qualité de Membres de l'Organisation des Nations Unies et respectent ses résolutions et sa Charte. Si elles ne le font pas, quel sera l'avenir de mon peuple, et aussi des autres peuples victimes d'injustices? Et quelles seront les perspectives de cette paix mondiale, qui est la suprême ambition des peuples?

Nous, Khmers, n'avons jamais caché que nous désirions ardemment trouver une solution politique équitable et honorable au différend qui nous oppose à nos voisins vietnamiens et à leurs protégés khmers de Phnom Penh.

Tout récemment, nos amis de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), dont je salue ici la grande bonne volonté, ont proposé, avec le soutien de notre gouvernement de coalition, à la République socialiste du Viet Nam, des "proximity talks" avec possibilité pour les autorités khmères de Phnom Penh d'être représentées au sein de la délégation de Hanoi. Un refus catégorique a été opposé aux propositions de nos amis de l'ANASE et aux nôtres.

Le président Norodom Sihanouk

Le Viet Nam et ses protégés de Phnom Penh, soutenus par l'Union soviétique, ont rejeté toutes nos propositions de paix, de conciliation, de garanties, propositions formulées en particulier dans mes allocutions à l'Organisation des Nations Unies en 1983 et 1984.

Actuellement, le Viet Nam fait grand tapage autour de ce qu'il appelle les progrès réalisés dans la voie du règlement politique de la question de l'Asie du Sud-Est et du problème du Kampuchea et il fait semblant de demander à la communauté internationale de ne pas contrecarrer ce processus. Ce n'est là qu'une nouvelle manoeuvre fallacieuse destinée à se dégager de l'isolement grandissant dans lequel il se trouve et à éviter de se faire condamner, une fois de plus, par notre Assemblée qui n'a cessé, depuis 1979, d'exiger le retrait total et inconditionnel des forces vietnamiennes du Kampuchea pour que notre peuple puisse décider librement de son destin. Aujourd'hui, comme en témoignent les nombreuses déclarations faites du haut de cette tribune par les honorables représentants des pays Membres de l'Organisation des Nations Unies, la communauté internationale continue à s'en tenir fermement à cette juste position et à demander instamment au Viet Nam de mettre fin à son agression au Kampuchea. Maintenant plus que jamais, les pays épris de paix et de justice réalisent parfaitement que l'objectif vietnamien est d'avaloir le Kampuchea au sein d'une "Fédération indochinoise" sous la domination de Hanoi.

Le fait est que, faute de pouvoir imposer par la force des armes son fait accompli au Kampuchea, le Viet Nam cherche à le faire par des manoeuvres diplomatiques dont le cynisme et l'impudence consistent à s'arroger le droit de parler et d'agir en maître, au nom de la soi-disant "Indochine".

Le président Norodom Sihanouk

En attendant qu'une issue soit entrevue, sinon trouvée, qui nous fasse sortir de cette impasse tragique qui, chaque année, chaque mois et presque chaque jour, ruine et détruit un peu plus notre pays, multipliant les souffrances et les morts chez notre peuple, je tiens à souligner que notre résistance à l'occupant, non seulement n'a pas été, comme on l'a prétendu à Hanoi et à Phnom Penh, sérieusement affaiblie par les soi-disant "grandes victoires" de l'offensive vietnamienne pendant la dernière saison sèche - entre décembre 1984 et mars 1985 -, mais que la tactique que nous avons pratiquée depuis lors, tactique consistant en de nombreuses et audacieuses actions de commandos profondément à l'intérieur des "zones occupées" par l'ennemi et jusqu'aux approches de Phnom Penh, cause les plus graves soucis aux occupants et à leurs protégés khmers.

Je me permettrai de citer à cet égard, non pas des communiqués militaires unilatéraux pouvant prêter à suspicion, mais les témoignages de journalistes occidentaux indépendants et objectifs, d'autant plus dignes de foi qu'ils ne comptent pas parmi les "supporters" de notre Gouvernement de coalition.

Je citerai avec votre permission, Monsieur le Président, par ordre chronologique :

(L'orateur poursuit en anglais)

The Washington Post, en date du jeudi 25 avril 1985. Extraits d'un article de William Branigin, intitulé "Le borbier cambodgien - Le Viet Nam du Viet Nam?"

"A la place des Américains, les Vietnamiens sont maintenant les troupes étrangères qui combattent des guérilleros dévoués. ...Le général Tran Cong Man, éditeur du journal de l'armée [vietnamienne] 'Quan Doi Nhan Dan' disait : 'Il y a quelques problèmes compliqués au Cambodge qui doivent être résolus.' ... Que les Vietnamiens ont des problèmes cela peut être discerné entre les lignes de déclarations telles que l'article du général Anh publié en décembre [1984] dans le journal théorique de l'armée [vietnamienne]. Anh, qui serait chargé des opérations militaires au Cambodge, soulignait d'une façon surprenante le besoin de renforcer la sécurité à l'intérieur [du Cambodge]. Il écrivait que ... les guérilleros cambodgiens avaient 'mis en place des bases logistiques ... pour mener des activités de guérilla et de sabotage, s'emparant des terres, contrôlant la population, édifiant des forces contre-révolutionnaires, etc.' Enfin, Anh ... avertissait que 'la lutte est encore longue et compliquée'. ... Les [Nord-]Vietnamiens sont enfermés dans une autre guerre qui ne permet pas de voir la lumière au bout du tunnel.

Le président Norodom Sihanouk

La reconnaissance par les Nations Unies du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, qui est appuyé par les Etats-Unis, est basée sur le principe selon lequel ... l'invasion et l'occupation continue vietnamiennes du Cambodge représentent une violation du droit international qui ne peut être tolérée. ... Les guérilleros ont montré qu'il est difficile de les éliminer, et les analogies avec la 'guerre du Viet Nam' persistent.

En dépit d'une offensive couronnée de succès contre les guérilleros le long de la frontière thaïlando-cambodgienne commencée en novembre, il y a des indications que la sécurité s'est généralement détériorée dernièrement avec l'activité croissante des guérilleros à l'intérieur du Cambodge.

Des correspondants qui ont visité le Cambodge ce mois-ci ont confirmé les attaques de guérilla dans un rayon de 20 miles de la capitale, et les réfugiés cambodgiens arrivant à la frontière avec la Thaïlande ont rapporté une poussée d'incidents dans divers districts à l'intérieur au cours des deux derniers mois.

'Le niveau d'activité de guérilla à l'intérieur du Cambodge est maintenant plus élevé que jamais' depuis l'invasion vietnamienne, a dit un grand diplomate occidental à Bangkok. ...

Depuis que l'offensive vietnamienne de saison sèche les a forcés à abandonner leurs positions fortifiées près de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge au début de cette année, 'les guérilleros ont fait ce qu'ils avaient dit qu'ils allaient faire', dit le diplomate. Tirant avantage du vide à l'intérieur qui s'est développé alors que les Vietnamiens se sont concentrés à la frontière, 'les guérilleros ont frappé les centres des districts et des provinces dans tout le pays', dit-il, notamment dans les provinces occidentales de Battambang et Siemreap.

'Il est clair que les guérilleros ont causé beaucoup de difficultés aux Vietnamiens', dit le diplomate.

Selon un correspondant australien qui a visité récemment le Cambodge, une attaque des guérilleros khmers pendant son séjour a eu lieu le 26 mars dans l'ancienne capitale d'Oudong, à environ 25 miles au nord de Phnom Penh sur la route nationale No 5. Il dit qu'environ 100 guérilleros ont détruit un groupe d'engins motorisés vietnamiens au centre de la ville, fait sauter un pont dans la banlieue nord de la ville, attaqué au cours d'une embuscade un convoi vietnamien de plusieurs camions et tué environ 15 soldats vietnamiens.

Le président Norodom Sihanouk

Les guérilleros sont entrés dans le marché de la ville ..., ont rassemblé les habitants pour une réunion politique avant de l'évacuer, dit-il.

Tout au long de l'attaque, dit-il, un poste tenu par des soldats cambodgiens du gouvernement de Héng Samrin était laissé tranquille, et les soldats n'ont aucunement essayé d'intervenir.

Selon les diplomates occidentaux à Bangkok, des attaques similaires ne sont pas exceptionnelles dans d'autres endroits du Cambodge ces jours-ci. ...

Selon une enquête menée vers la fin de l'année dernière par le Comité des juristes pour les droits internationaux de l'homme (Lawyers Committee for International Human Rights) dont le siège est à New York, la République populaire du Kampuchea apparaît maintenant ... comme un violateur des droits de l'homme. 'La loi n'est pas du tout respectée dans la République populaire du Kampuchea,' concluait le groupe dans son rapport de décembre 1984. 'Pour des centaines ou peut-être des milliers de prisonniers politiques qui sont en prison, les sévices sont choses courantes et les formes plus sophistiquées de torture, fréquentes.'

... Il y a un ressentiment populaire grandissant envers la présence des troupes vietnamiennes estimées à 160 000 à 180 000 hommes et le nombre croissant des colons vietnamiens.

Précisément et tout dernièrement, selon les fonctionnaires des organisations d'aide humanitaire occidentales au Cambodge, les paysans cambodgiens se sont sentis notamment offensés pour avoir été traqués et enrôlés par les Vietnamiens dans des équipes de travaux forcés et envoyés à la frontière thaïlondo-cambodgienne pour construire un réseau de routes et des barrières de défense. Le réseau vise à améliorer la logistique vietnamienne dans les zones frontalières et à empêcher l'infiltration des guérilleros. Les Vietnamiens ont reconnu avoir mobilisé 'des dizaines de milliers' de Cambodgiens pour les travaux de construction ...

Un effet secondaire de ces travaux, disait un fonctionnaire d'une organisation d'aide humanitaire, a été la propagation d'une forme de paludisme très résistant et fréquent le long de la frontière, aux travailleurs venant des autres provinces.

'Les travaux forcés et le paludisme ont causé une grande animosité contre les Vietnamiens', dit le fonctionnaire. 'Les Vietnamiens ont beaucoup gagné militairement dans les zones frontalières, mais le prix était très élevé en termes de santé des Cambodgiens.'

Le président Norodom Sihanouk

L'arrivée en masse des colons a aussi soulevé l'indignation parmi certains Cambodgiens qui soupçonnent que le Viet Nam, surpeuplé avec 60 millions d'habitants par rapport à la population du Cambodge estimée à six millions, nourrit des desseins expansionnistes envers son voisin potentiellement riche.

Ceux qui ont visité récemment le Cambodge ont rapporté avoir vu des colons vietnamiens qui, sans aucun doute, étaient des nouveaux arrivés et ne parlaient pas le khmer, le nom de la langue et du groupe ethnique de la majorité des Cambodgiens.

Alors que beaucoup de Vietnamiens peuvent entrer au Cambodge de leur propre gré à la recherche d'opportunités économiques, d'autres bénéficient apparemment du soutien gouvernemental. Par exemple, un coiffeur cambodgien à Phnom Penh racontait récemment à un visiteur qu'il avait été obligé de prendre un partenaire vietnamien pour pouvoir reprendre la boutique qu'il avait été forcé d'abandonner. ...

Un autre boutiquier cambodgien racontait à un correspondant italien dans la banlieue sud de Phnom Penh que 20 à 30 Vietnamiens arrivaient chaque jour en camions pour s'y installer. Alors qu'ils étaient en train de parler, le journaliste a été témoin de l'arrivée de l'un de ces camions.

Un fonctionnaire d'une organisation humanitaire occidentale, qui vivait à Phnom Penh il y a quelques années, dit au retour d'un récent voyage qu'il était 'stupéfait' par le nombre des nouveaux colons vietnamiens qu'il a vus.

'Les commerçants des produits fermiers tendant à être des Vietnamiens, et non plus des Khmers', dit-il.

'Les gens sont très mécontents de cela', disait un autre récent visiteur, parlant des Cambodgiens qu'il a rencontrés. 'Ils parlent de plus en plus des Vietnamiens.'

(L'orateur continue en français)

Je citerai maintenant quelques extraits d'un article de Philippe Pons, "Les Vietnamiens aux prises avec la guérilla", paru dans le journal Le Monde du 8 mai 1985 :

"Les Vietnamiens doivent aujourd'hui faire face à une forme de guerre dont - ils le savent mieux que personne - les machines de guerre viennent difficilement à bout : la guérilla. ... Le fossé et le talus, ce 'mur de

Le président Norodom Sihanouk

Berlin' à la vietnamienne, pour la construction desquels Hanoi fait venir des Cambodgiens des quatre coins du pays, semblent, en fait, comme tout succédané de la ligne Maginot, relativement contournables. Les Vietnamiens contrôlent, semble-t-il, des points stratégiques mais guère plus, ce qui leur demande déjà une mobilisation massive de leurs forces. ... Les Vietnamiens et le régime de Phnom Penh sont loin d'être maîtres du pays. ... Aujourd'hui les Vietnamiens n'ont remporté qu'une victoire partielle : ils ont expulsé les populations civiles des bases de la frontière, mais ils n'ont pas réussi à mater la résistance. Au contraire, ils semblent avoir contribué à renforcer l'alliance tripartite du Kampuchea démocratique.

... Les Vietnamiens ont accru leur isolement diplomatique. ... Hanoi ... risque de s'enliser dans un conflit long et coûteux..."

(L'orateur continue en anglais)

Du Far Eastern Economic Review, du 9 mai 1985, voici quelques extraits de l'article : "La guerre continue. Hanoi a liquidé les bases de la résistance khmère, mais les guérilleros sont de plus en plus actifs à l'intérieur du pays", par Rodney Tasker :

"Selon les rapports les plus récents, des combats étendus plus profondément à l'intérieur du Cambodge ont atteint un nouveau niveau d'intensité. ... Les guérilleros ont mené une campagne de résistance pour lancer chaque jour des attaques contre les troupes vietnamiennes, et des actes de sabotage contre les lignes de communication et frapper des centres administratifs. ...

'Après avoir parlé à des dizaines de Cambodgiens (des réfugiés à la frontière thaïlandaise) venant de presque toutes les provinces, je suis convaincu que les combats sont plus intenses qu'ils n'ont jamais été (depuis l'invasion vietnamienne vers la fin de 1978)', commentait la source. ...

Le président Norodom Sihanouk

Des sources indépendantes tendent à confirmer que les guérilleros sont en effet très actifs, menant des opérations de sabotage jusqu'à 10 km autour de Phnom Penh. Un Australien, membre d'une organisation d'aide internationale basée à Phnom Penh, a, par son témoignage oculaire, confirmé le raid des guérilleros khmers contre la ville de Oudong, à 30 km au nord-est de Phnom Penh, le 26 mars, attaque qui a été confirmée au Far Eastern Economic Review par d'autres sources indépendantes, qui assurent aussi que les (guérilleros) Khmers ont tendu avec succès une embuscade contre des renforts envoyés d'urgence sur les lieux du combat. Il disait que les déclarations des (guérilleros) Khmers selon lesquelles ils auraient tué 20 soldats vietnamiens et détruit des postes militaires et autres bâtiments étaient en grande partie exactes. Le fonctionnaire de l'Organisation d'aide humanitaire dit que lui et ses collègues à Phnom Penh sont maintenant 'sévèrement limités dans leurs voyages par voie terrestre hors de la capitale'. D'autres sources confirment que les déplacements par route au nord de Phnom Penh vers Kompong Chnang, Kompong Cham et Kompong Thom sont devenus des exercices dangereux à cause des activités des guérilleros, et que les autorités interdisent souvent de tels voyages, et, si elles le font, ils sont limités aux heures de plein jour. Selon des sources diplomatiques et autres, une délégation officielle mongole dirigée par le Ministre des affaires étrangères Mangalyn Dugersuren et arrivée à Phnom Penh en mars, avait été informée qu'une partie de la visite pourrait inclure un vol vers les temples historiques d'Angkor Wat. Mais, à son arrivée, la délégation a été informée que le voyage à Angkor Wat était annulé 'pour sa propre sécurité'. D'autres rapports parlent de camions incendiés qui jonchent certaines routes nationales au Cambodge et d'interruptions fréquentes du trafic ferroviaire à cause des attaques de sabotage des guérilleros. Le bac fonctionnant dans l'estuaire sud du Tonlé Sap, ou grand lac, aurait été détruit par des guérilleros au mois de janvier. (...) Des sources indépendantes admettent généralement que les (guérilleros) ne sont en aucun cas désemparés militairement par les succès de la campagne vietnamienne visant à les priver de leurs sanctuaires à la frontière. (...) Le gros (des guérilleros du Kampuchea démocratique) s'est simplement dissout en de petites unités ordinaires composées d'une dizaine d'hommes tout au plus pour continuer la campagne de guérilla à l'intérieur du Cambodge. (...)

Le président Norodom Sihanouk

Les Vietnamiens paraissent payer le prix d'avoir concentré leurs meilleures troupes d'occupation dans un effort de sceller la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge et priver la résistance de tout sanctuaire. Le prix payé, c'est une sécurité plus faible à l'intérieur de Cambodge, un bas-ventre mou que les guérilleros sont en train d'exploiter."

(L'orateur poursuit en français)

Le Monde, du 17 avril 1985. Extraits de l'article de James Burnett :

"On admet à Phnom Penh que 'le coup de pied donné (par l'armée vietnamienne) dans la fourmilière de la Résistance khmère 'n'a pas réglé tous les problèmes'. Loin de là. Il s'agit désormais de neutraliser les groupes de maquisards nombreux qui se sont éparpillés dans la nature. Une tâche ardue. (...) Et l'on sait qu'il existe un réel danger. (...) La menace d'une 'poussée de l'ennemi' vers Phnom Penh est prise au sérieux. Les conseillers vietnamiens multiplient les consignes de sécurité auprès des autorités cambodgiennes. Les mesures de surveillance des marchés de la capitale et les contrôles après le couvre-feu, en vigueur de 21 heures à 5 heures depuis six ans, sont renforcés. Selon des sources khmères, les interpellations se multiplient à Phnom Penh. (...) On dissuade discrètement les occidentaux de fréquenter les marchés. Recevant les représentants des organisations humanitaires, M. Huen Sèn a récemment exprimé ses craintes de voir un de leurs membres tué ou pris en otage. Les experts soviétiques, au nombre de 2000 environ, n'utilisent que l'hélicoptère pour leurs déplacements en province."

(L'orateur poursuit en anglais)

United Press International du 8 août 1985, Bangkok :

"Selon un rapport officiel cambodgien, la capitale cambodgienne de Phnom Penh exerce des pressions sur la population civile pour qu'elle assure des services de garde et de stricte sécurité face aux attaques croissantes des guérilleros. (...) Selon ce rapport, 'la population civile, dans toute la ville de Phnom Penh, doit se joindre aux unités de l'armée régulière et de la milice pour assurer les services de patrouille et de garde, en particulier pendant les heures de couvre-feu, dans les rues, le long des fleuves et des principales lignes de communication et aux entrées et sorties de la ville, afin de contribuer à la sécurité des sièges du parti et de l'Etat considérés comme des cibles importantes'. Le rapport obtenu par UPI indique pour la première fois que les gardes civiles et la surveillance stricte des routes ont

Le président Norodom Sihanouk

été ajoutées au couvre-feu en vigueur depuis longtemps à Phnom Penh de l'aube jusqu'au crépuscule. Des diplomates occidentaux confirment que la sécurité intérieure du Cambodge s'est détériorée, ce qui préoccupe les 160 000 soldats des troupes vietnamiennes d'occupation et le régime de Héng Samrin installé par Hanoi à Phnom Penh. 'La situation est au plus mal depuis que les Vietnamiens ont envahi le Cambodge en 1978', dit un diplomate occidental. 'Les guérilleros ont pénétré profondément et opèrent à travers tout le pays, y compris la région de Phom Penh'. Il a été confirmé que des raids de guérilla ont eu lieu cette année dans des districts près de Phnom Penh. (...)"

(L'orateur poursuit en français)

J'ajoute pour l'information des représentants, que j'ai eu l'honneur de recevoir en août dernier, en zone libre du Kampuchea, des représentants de la presse et de la télévision internationales, et deux ambassadeurs de nations amies venus me présenter leurs lettres de créance.

Après ces indications sur la situation militaire au Kampuchea, j'ai le devoir d'aborder maintenant, avec votre permission, le très important sujet des violations systématiques et de plus en plus graves des droits de l'homme dont se sont rendus coupables le régime de M. Héng Samrin et M. Hun Sèn à Phnom Penh, ainsi que leurs protecteurs vietnamiens. Que mes auditeurs me permettent de citer encore à ce sujet les témoignages d'enquêteurs indépendants, entièrement dignes de foi. Je citerai des extraits de :

(L'orateur poursuit en anglais)

Washington, A.P. - in The Japan Time, du Vendredi 14 décembre 1984.

"Le Comité des juristes pour les droits internationaux de l'homme dit qu'une délégation qu'il a envoyée au Kampuchea en novembre a trouvé des preuves que 'pour des centaines ou peut-être des milliers de prisonniers politiques qui sont dans des prisons (kampuchéennes), les sévices sont chose courante et des formes plus sophistiquées de torture fréquentes'. Le rapport dirigeait ses critiques les plus acerbes contre la République populaire du Kampuchea. (...) Le Comité des juristes concluait que 'les sévices - au moyen de bâtons, de tubes métalliques, ou de crosses de fusils - semblent être la forme la plus courante de torture', mais que des méthodes plus sophistiquées ont quelques fois été utilisées comportant chocs électriques et étaux métalliques pour les têtes. Selon les rapports, 'les personnes soupçonnées de soutenir la résistance sont arrêtées sans mandat, sans chef d'accusation, et

Le président Norodom Sihanouk

emprisonnées sans jugement ni preuve, ni aucune forme légale de procès pour des périodes indéterminées'. Le Comité des juristes, dont le siège est à New York, disait que sa délégation de trois membres était la première délégation des droits de l'homme depuis au moins 15 ans à visiter le Kampuchea, le nom actuel du Cambodge. La délégation a souligné ce qu'elle appelle une 'répugnance diffuse' dans la communauté internationale à examiner les violations actuelles des droits de l'homme au Kampuchea."

Extraits d'un article paru dans le Canberra Times du 14 décembre 1984, New York :

"Un groupe américain sur les droits de l'homme disait hier que le Gouvernement du Kampuchea, soutenu par le Viet Nam, torture couramment et brutalement les prisonniers politiques. Un rapport du Comité des juristes pour les droits internationaux de l'homme dont le siège est à New York déclare que 'la loi n'est pas du tout respectée dans la République populaire du Kampuchea' (...) Les sévices corporels au moyen de bâtons, de tubes métalliques ou de crosses de fusils semblent être la forme la plus courante de torture. Ces sévices sont souvent exercés sur des prisonniers suspendus au plafond, auxquels on fait subir des chocs électriques, avec des sacs en plastique couvrant leur tête, la lessive en poudre soufflée sur leur visage et des dispositifs métalliques serrés autour de leur tête. Les prisonniers, estimés à plusieurs milliers, sont gardés pendant plusieurs mois dans des cellules sans fenêtre et on leur interdit de faire aucun commentaire sur la présence vietnamienne dans leur pays, ou même de la mentionner dans leurs 'confessions'."

Le président Norodom Sihanouk

The New York Times du jeudi 15 novembre 1984 :

"Hanoï lié à la torture au Cambodge", par Barbara Crossette, Bangkok, Thaïlande, novembre 1984.

"Un groupe américain des droits de l'homme dit que les fonctionnaires du Gouvernement vietnamien sont largement impliqués dans les arrestations et tortures des citoyens cambodgiens. (...) 'Les libertés civiles ou droits de l'homme reconnus par la communauté mondiale, ne sont pas reconnus au Cambodge, déclare Floyd Abrams, un expert constitutionnel et un juriste du premier amendement, un des membres du groupe américain.' (...) Dans une interview donnée mardi, M. Abram déclare : 'Dans une société où les gens sont arrêtés sans chefs d'accusation et emprisonnés sans jugement, où les confessions sont extorquées et la torture semble être chose courante, vous ne pouvez pas parler d'une société où règne la loi.' (...) Les Vietnamiens jouent un rôle considérable dans l'appareil de sécurité du Gouvernement de Phnom Penh. Il a été rapporté que les Vietnamiens sont présents ou prennent part activement à tous les interrogatoires et tortures. (...) Les méthodes de torture, selon d'anciens prisonniers relâchés, comprenaient des chocs électriques, des sévices exercés sur des prisonniers ligotés et suspendus au plafond avec des fers aux pieds pour les tirer vers le sol et placer le corps dans une position douloureuse de déséquilibre avec un sac en plastique couvrant la tête et attaché au niveau du cou jusqu'à ce que le prisonnier s'étouffe. Certains prisonniers seraient morts à la suite des sévices, d'autres seraient morts de malnutrition et de maladies."

Far eastern economic review du 26 août 1985 :

"Cambodge : Esclavage humain forcé", par John McBeth à San Ro Changan.

"Des provinces de Rattanakiri et Preah Vihear au nord et nord-est jusqu'à celle de Pursat à l'ouest, des dizaines de milliers de Cambodgiens sont enrôlés dans le 'travail de défense nationale' - un euphémisme qui cache un ambitieux plan vietnamien de sceller la frontière entre la Thaïlande (et le Kampuchea). (...) Des diplomates ... ont confirmé ces nouvelles. (...)

Un docteur (khmer) qui a déserté récemment de Phnom Penh raconte que chacune des provinces du Cambodge doit fournir jusqu'à 25 ou 30 000 travailleurs pour une période non spécifiée pour construire et réparer les routes d'accès, défricher la jungle, poser des mines, et construire une barrière élaborée pour empêcher les infiltrations le long de la frontière

Le président Norodom Sihanouk

infestée de paludisme. Les conscrits sont âgés de 18 à 45 ans et selon un accord général, les quotes-parts sont établies pour chaque district, s'élevant jusqu'à 3 000. (...) La maladie sévit tellement que les travailleurs médicaux eux-mêmes ont contracté le paludisme, l'hépatite et les infections virales et sont incapables de travailler pendant des semaines après leur retour. (...) Le taux de mortalité parmi les conscrits n'est pas connu, mais des sources diplomatiques disent que beaucoup ont été blessés par des mines. (...) Il a été rapporté aussi que les approvisionnements en médicaments sont insuffisants pour soigner les malades, dont la grande partie a contracté le paludisme qui est en tête de liste des maladies. (...)

So'Saren, (ancien Directeur-adjoint de l'hôpital de l'amitié Kampucheo-Soviétique de 500 lits à Phnom Penh) dit que le programme des travaux forcés avait débuté en mars 1984. (...) Selon So, l'opposition au programme des travaux est silencieuse mais très répandue. Les fonctionnaires des organisations humanitaires occidentales et d'autres sources indépendantes confirment ce qu'ils appellent une énorme expression d'amertume envers le plan dirigé par les Vietnamiens, en particulier la façon dont les femmes ont été enrôlées pour remplir le quota des forces de travail. L'un des éminents critiques, selon So, étaient l'ancien Premier Ministre du régime, Chan Sy, qui disait-on, s'était plaint aux Vietnamiens que cela pourrait conduire à un nombre inacceptable de décès. Il a été rapporté que Sy est mort d'une maladie cardiaque ou circulatoire dans un hôpital à Moscou en décembre dernier."

The New York Times du 26 août 1985, par Barbara Crossette :

"Des réfugiés cambodgiens arrivés en Thaïlande ont déclaré que des civils sont aussi utilisés comme "détecteurs humains de mines". Un directeur du personnel de l'Ecole nationale d'entraînement militaire au Cambodge a dit récemment que ce qu'il appelle la détection "manuelle" des mines était pratiquée le long de la frontière."

Extraits du rapport d'Amnesty International, de 1984, pages 231 et 232

"La majeure préoccupation d'Amnesty International est la nouvelle sur la détention sans jugement par les autorités de la République populaire du Kampuchea (RPK) de personnes qu'elles soupçonnent de s'opposer à leur politique ou de soutenir les groupes engagés dans la résistance armée contre elles. (...) En juillet 1983, des réfugiés arrivés dans des camps près de la frontière occidentale ont rapporté que de très nombreuses arrestations

Le président Norodom Sihanouk

ont eu lieu dans l'armée et l'administration du Gouvernement de la République populaire du Kampuchea et parmi les paysans. (...) Dès avril 1983, 300 personnes auraient été arrêtées dans les provinces occidentales de Siemreap, Oddar Meanchey et Battambang. Parmi elles se trouveraient Chan Seng, le gouverneur de la province de Siemreap, Keo Ha, son ancien adjoint, ainsi que des officiers de l'armée, des enseignants et des cadres de villages. (...) Des villageois auraient été arrêtés au cours de l'année (1983) pour avoir protesté contre les arrestations, l'enrôlement militaire et le changement forcé des lieux d'habitation. D'autres arrestations de fonctionnaires gouvernementaux avaient été rapportées en octobre et décembre 1983 dans les provinces de Kampot et de Kompong Cham. Amnesty International n'a aucune information sur les raisons de ces arrestations. Les réfugiés venant des provinces occidentales ont rapporté aussi qu'en juin 1983, des villageois ont été arrêtés, maltraités et torturés par des soldats vietnamiens qui les soupçonnaient d'aider des opérations armées des (guérilleros). Amnesty International n'était pas en mesure d'estimer le nombre de personnes détenues pour des raisons politiques. (...) Parmi les cas individuels sur lesquels elle enquêtait, figurait Mao Ayauth, un ancien producteur de télévision et de radio qui travaillait dans le service d'information gouvernemental et était détenu en 1981.. Amnesty International apprenait la mise en liberté à la fin de 1982 de Nam Bunnaraya, directeur de l'orchestre de la radio kampuchéenne, après 18 mois de détention sans chef d'accusation ni jugement. La plupart des détenus politiques auraient été détenus sans chef d'accusation ou jugement. (...) Amnesty International est préoccupé par des nouvelles selon lesquelles certains prisonniers seraient enchaînés dans des cellules sans lumière, en particulier pendant la période de leur interrogatoire.

Les détentions dans le but de 'rééducation' sans chef d'accusation ou jugement semblent très répandues. (...) En juin 1983, les autorités (de Phnom Pehn) ont confirmé que plus de 100 personnes étaient détenues dans un camp à Takeo, certains ayant été gardés jusqu'à trois ans."

(L'orateur poursuit en français)

Les témoignages que je viens de présenter sont plus qu'inquiétants. Ils montrent que le régime de Héng Samrin et Hun Sèn, qui cherche désespérément à donner une meilleure image de marque à ses rares visiteurs venant du monde libre,

Le président Norodom Sihanouk

n'a pu tromper leur vigilance et leur perspicacité. On verra que la République socialiste du Viet Nam, pour sa part, encourage les tortures, quand elle n'y participe pas. Les deux régimes complices, non seulement tiennent pour rien les mots d'ordre de l'ONU concernant la paix, la tolérance, la conciliation, la coopération entre peuples et nations, mais encore mettent en danger tout ce qui garantit la dignité de l'être humain.

La violation des droits de l'homme, la suppression des libertés essentielles, l'absence de toute procédure judiciaire sérieuse, la pratique habituelle des tortures, le recours à l'assassinat politique constituent une menace extrêmement grave à l'égard de ces droits que l'ONU a l'obligation de sauvegarder à tout prix.

Cette accumulation de crimes contre l'humanité par la République socialiste du Viet Nam et ses protégés de Phnom Penh enlève évidemment toute justification à l'invasion et à l'occupation vietnamiennes du Cambodge.

La Charte des Nations Unies, les droits de l'homme, le droit international sont foulés aux pieds par la République socialiste du Viet Nam, approuvée et soutenue par l'Union soviétique et une vingtaine de pays de sa mouvance. Et cela va ternir, hélas, la célébration du quarantième anniversaire de l'ONU et de l'"Année internationale de la paix 1986".

Aussi sommes-nous convaincus que notre organisation s'efforcera de s'acquitter plus pleinement de ses responsabilités dans le domaine du maintien de la paix et que, dans ce domaine, elle voudra renforcer non seulement le rôle de notre assemblée mais également les fonctions du Secrétaire général pour rendre plus efficace son admirable diplomatie.

Le président Norodom Sihanouk

Nous souhaitons que les résolutions adoptées au sein de notre Assemblée en vue de mettre fin à l'occupation étrangère et de rétablir la paix soient suivies de plus d'effet qu'elles ne l'ont été jusqu'ici.

Le peuple et le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique qui mènent depuis bientôt sept ans une lutte résolue et acharnée pour recouvrer l'indépendance de leur patrie et le droit à l'autodétermination, sont toujours solidaires des peuples de tous les continents en lutte pour les mêmes idéaux. En ce quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et de sa Charte, nous voulons leur réaffirmer solennellement notre soutien et notre solidarité inébranlables.

Premièrement, à nos frères et soeurs du Laos qui mènent une lutte ardue et courageuse pour la survie de leur patrie et de leur identité nationale contre l'absorption par le Viet Nam, nous leur renouvelons notre ferme et cordiale solidarité.

Deuxièmement, nous soutenons la proposition patriotique et réaliste du président Kim Il Sung de tenir des entretiens parlementaires entre les assemblées nationales de la République populaire démocratique de Corée et de la République de Corée (Sud) pour faire diminuer la tension dans la péninsule, mettre un terme à la méfiance et à la confrontation, et créer un climat propice à une compréhension et à une confiance réciproques en vue d'une réunion pacifique et indépendante de la Corée. Les rencontres et entretiens entre les délégations de la République populaire démocratique de Corée et de la République de Corée (Sud) sur les plans économique et parlementaire et sous l'égide de la Croix-Rouge, ont déjà obtenu des résultats encourageants qui laissent augurer de plus grands progrès vers la réunification pacifique de la Corée. Nous souhaitons que ces rencontres et entretiens continuent à se développer favorablement pour le bien de tout le peuple coréen et de toute la nation coréenne.

Troisièmement, au vaillant peuple afghan et à ses héroïques moudjaidin qui mènent un combat semblable au nôtre, nous renouvelons notre soutien et notre solidarité fraternels et leur adressons notre profonde admiration et nos chaleureuses félicitations pour les brillants succès remportés contre les forces d'agression et d'occupation soviétiques. Il est certain que le peuple afghan ne se laissera jamais subjugué et que la seule solution au problème afghan ne peut être que le retrait total des forces soviétiques de l'Afghanistan afin que le peuple afghan puisse exercer son droit à l'autodétermination et décider lui-même de la forme de son gouvernement et de son système politique, économique et social sans ingérence étrangère, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies.

Le président Norodom Sihanouk

Quatrièmement, au Moyen-Orient, une paix juste et durable ne peut être établie sans que soient reconnus et appliqués le droit des Palestiniens à l'autodétermination, le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition des territoires étrangers par la force et le droit de tous les Etats de la région de coexister dans la paix et la sécurité. Nous continuons à soutenir la lutte des pays arabes et celle du peuple palestinien sous la direction de l'OLP dans ce but. Les actes de terrorisme qui s'enchaînent sont autant d'obstacles à toute solution du problème. Nous les condamnons tous, notamment celui survenu hier à Tunis contre le quartier général de l'OLP et qui, de surcroît, viole la souveraineté de la Tunisie. Nous souhaitons que les divers processus actuels en vue d'amener les parties concernées à la table des négociations aboutissent afin que cette année commémorative du quarantième anniversaire des Nations Unies soit le point de départ d'un règlement des problèmes palestinien et du Moyen-Orient qui n'ont que trop duré.

Cinquièmement, la situation au Liban qui ne saurait être dissociée de la situation du Moyen-Orient, continue à préoccuper la communauté internationale. Nous formons l'espoir que la concorde nationale puisse prévaloir afin d'assurer la paix et la sécurité dans le pays, sauvegarder l'indépendance et l'unité nationales et assurer l'intégrité territoriale.

Sixièmement, la guerre entre les deux Etats voisins et frères, l'Iran et l'Iraq, continue à faire rage depuis plus de cinq ans avec son lourd tribut en vies humaines et en ressources matérielles de part et d'autre. Nous adjurons les deux pays d'écouter les appels de la communauté internationale pour qu'ils mettent fin à cette effusion de sang et entament des négociations pour un règlement pacifique de ce conflit.

Septièmement, notre soutien et notre solidarité demeurent indéfectibles avec les mouvements africains de libération, notamment avec la lutte courageuse et légitime du peuple namibien sous la direction de la SWAPO pour l'indépendance nationale dans une Namibie unie comprenant Walvis Bay et les îles côtières. Les répressions brutales du peuple namibien et la mise en place par le régime d'apartheid de Pretoria d'un soi-disant "gouvernement provisoire" en Namibie ne visent qu'à perpétuer l'occupation illégale de la Namibie en violation des résolutions des Nations Unies, notamment les résolutions 385 (1976) et 435 (1978) du Conseil de sécurité qui demeurent le seul fondement valable pour un règlement pacifique, juste et durable du problème de décolonisation de la Namibie. La tension en Afrique australe continuera à s'exacerber aussi longtemps que le régime

Le président Norodom Sihanouk

de Pretoria ne renoncera pas à sa politique d'apartheid, d'occupation illégale de la Namibie, d'agression et de déstabilisation des Etats voisins. Les tueries, les arrestations et les détentions massives et arbitraires qui se poursuivent depuis l'instauration de l'état d'urgence en Afrique du Sud soulèvent l'indignation et la condamnation de toute la communauté internationale. Elles montrent que le régime d'apartheid ne peut être réformé et que seule son élimination permettra l'instauration d'une société libre, unie et démocratique en Afrique du Sud. Nous accueillons avec encouragement les sanctions prises par les pays développés à l'encontre du régime de Pretoria, car ces sanctions, qui gagneraient certainement à être plus énergiques, jointes à une assistance morale, matérielle et diplomatique accrue à la lutte juste des peuples sud-africains, seront susceptibles d'amener les tenants de l'apartheid à la raison.

Huitièmement, la sécheresse persistante accompagnée d'un phénomène catastrophique de désertification et aggravée par des facteurs économiques exogènes continue de faire des dizaines de millions de victimes en Afrique. Nous réitérons notre solidarité et notre admiration à tous les peuples et gouvernements africains qui luttent avec courage, ténacité et dignité pour faire face à cette crise économique et sociale sans précédent. Le peuple du Kampuchea, pays petit et appauvri, victime de la guerre d'agression et de génocide vietnamienne, ressent au plus profond de son coeur et partage les malheurs et souffrances de ses frères et soeurs africains. Il continuera d'apporter ses très modestes contributions aux efforts louables de notre Secrétaire général et de la communauté internationale pour alléger ces souffrances. Nous félicitons tous les pays qui ont apporté une assistance urgente aux victimes et une aide multiforme aux programmes d'action nationaux et régionaux africains en vue d'une solution structurelle à long terme de cette crise. Ils ont répondu positivement à la responsabilité internationale qui incombe à nous tous en tant qu'êtres humains. Ils ont montré que, unis, nous sommes en mesure de relever avec succès ce défi tragique à l'échelle de tout un continent.

Neuvièmement, nous estimons enfin que le Groupe de Contadora est le meilleur instrument pour résoudre la crise en Amérique centrale par des moyens pacifiques et rétablir la paix et la stabilité sur la base du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les Etats de la région. La

Le président Norodom Sihanouk

récente constitution par quatre importants pays latino-américains d'un groupe de soutien au Groupe de Contadora ne manquera pas d'impulser son action en vue d'empêcher la détérioration dangereuse de la situation dans la région et de réaliser ses nobles objectifs. Nous continuons à lui apporter notre soutien et notre encouragement.

La terrible catastrophe naturelle qui endeuille le Mexique a bouleversé la communauté internationale par sa dimension exceptionnelle. En cette douloureuse occasion, je voudrais, au nom du peuple du Kampuchea, de son Gouvernement de coalition et en mon nom propre, assurer le Gouvernement mexicain et le vaillant peuple du Mexique de notre profonde sympathie et de nos sincères condoléances.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Kampuchea démocratique de l'importante déclaration qu'il vient de faire.

Le Président du Kampuchea démocratique est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. YAQUB-KHAN (Pakistan) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous adresser les félicitations les plus chaleureuses de la délégation pakistanaise à l'occasion de votre élection à la présidence de cette session qui marque le quarantième anniversaire de l'Assemblée générale. L'Espagne a un héritage glorieux de pionnier de l'âge des grandes découvertes et a toujours joué un rôle positif dans le progrès de l'humanité. Votre élection unanime est donc un hommage rendu à votre grand pays et la reconnaissance de vos qualités exceptionnelles, que nous avons pu apprécier au cours de toutes ces années aux Nations Unies.

Je tiens également à exprimer toute la reconnaissance de ma délégation à votre prédécesseur, l'ambassadeur Paul Lusaka, pour la sagesse avec laquelle il a dirigé l'Assemblée. Son talent et le succès avec lequel il a assumé la présidence de l'Assemblée lui ont valu, à lui et à son pays, la Zambie, le profond respect de la communauté internationale.

Je tiens également à exprimer toute notre reconnaissance au Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour tous ses efforts en vue de défendre les buts et principes de la Charte des Nations Unies. Son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/40/1), à la veille du quarantième anniversaire, souligne l'importance critique des Nations Unies pour le monde et devrait inciter les Etats Membres à les regarder avec les yeux de leurs fondateurs.

Il y a 40 ans, l'histoire de l'humanité connaissait un tournant important avec la création des Nations Unies. Les ravages de la guerre, qui avait fait plus de 60 millions de victimes, étaient présents à l'esprit des pères fondateurs de cette organisation mondiale dont le but principal est "de préserver les générations futures du fléau de la guerre". Ils ont envisagé une communauté internationale de peuples libres, jouissant de la prospérité et de la paix universelle. Les Nations Unies sont l'expression de la volonté des pays, après tant de conflits et de souffrances, d'asseoir désormais les relations internationales et la conduite des Etats sur le droit et les principes de justice.

M. Yaqub-Khan (Pakistan)

L'avènement de l'âge nucléaire et la révolution technologique contemporaine ont transformé le monde, sans s'accompagner d'un changement d'attitude de la part des nations. Par conséquent, l'environnement international est dominé par l'affrontement entre les grandes puissances et une course aux armements nucléaires sans cesse grandissante, ce qui ouvre des perspectives inquiétantes pour l'humanité. Les conflits régionaux empêchent l'instauration d'une paix internationale et le spectre d'une guerre nucléaire menace l'existence même de l'humanité.

Cette session commémorative représente donc une occasion importante d'examiner les possibilités de modifier cette polarisation politique et idéologique qui a sérieusement diminué la capacité des Nations Unies de s'acquitter de leurs responsabilités. Aujourd'hui plus que jamais, les problèmes auxquels nous devons faire face - guerre nucléaire, aussi bien que famine et déséquilibre économique - sont des problèmes communs que nous connaissons tous et qui appellent des solutions collectives.

Les concepts moraux et philosophiques des Nations Unies ont pour but de protéger les intérêts des Etats les moins puissants. Pour le Pakistan, les Nations Unies et les règles de conduite internationales consacrées dans leur Charte sont une garantie vitale de sa sécurité. Si nous voulons éviter que le monde ne soit plongé dans la chaos, nous devons défendre les idéaux et principes des Nations Unies chaque fois qu'ils sont violés, au Moyen-Orient, en Afrique australe ou en Afghanistan.

Il y a près de six ans, plus de 100 000 soldats soviétiques sont intervenus en Afghanistan, en violation flagrante de l'indépendance politique de ce pays et des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. Pour défendre une liberté qui lui est chère et qu'il a connue presque sans interruption pendant des siècles, le peuple afghan a mené une lutte héroïque contre cette intervention militaire et cette domination étrangère. Dans tout le pays, des centaines de milliers d'Afghans sont morts et meurent encore pour recouvrer leur liberté perdue.

Plus de trois millions d'Afghans se sont réfugiés au Pakistan. Cela suffit pour prouver le rejet de la présence étrangère par le peuple afghan et l'intensité de ses souffrances. Le Pakistan, bien que ses ressources soient extrêmement limitées, fournit à ces millions de réfugiés abris et produits de première nécessité, comme nous l'enjoignent notre religion islamique et nos principes humanitaires.

M. Yaqub-Khan (Pakistan)

Nous sommes reconnaissants aux Etats amis et aux institutions internationales de leur avoir fourni une assistance humanitaire vitale. Les bouleversements et la tragédie survenus dans la vie des réfugiés afghans ne prendront fin que lorsqu'ils pourront rentrer dans leurs foyers en toute sécurité et en tout honneur.

Il est possible de mettre un terme aux souffrances que six années de guerre ont imposées au peuple afghan par une solution politique juste et honorable. Pendant six ans, l'Assemblée générale, le mouvement des pays non alignés et l'Organisation de la Conférence islamique ont exprimé, de la façon la plus nette, l'opposition de la communauté mondiale à l'intervention étrangère en Afghanistan et n'ont cessé d'exiger le retrait immédiat et sans conditions des troupes étrangères, ce qui aurait pour effet immédiat le retour à la paix et à la normale dans la région.

Le Pakistan souscrit sans réserve à l'initiative du Secrétaire général en vue de trouver une solution négociée à la question d'Afghanistan. Je saisis cette occasion pour exprimer nos remerciements et notre gratitude les plus profonds au Secrétaire général et à son représentant personnel, M. Cordovez, pour les efforts infatigables qu'ils déploient dans le cadre de l'actuel processus de négociations ardues en vue de d'aboutir à un règlement complet de la question.*

Les projets de texte, qui font actuellement l'objet de négociations dans les entretiens de Genève, fournissent le cadre d'un règlement politique. Les accords proposés pourraient être conclus sans délai si la question cruciale du retrait des troupes était résolue. Nous espérons que, lors de la prochaine série d'entretiens séparés, cette question vitale pourra être examinée de manière satisfaisante.

Le Pakistan attache beaucoup d'importance à ces entretiens indirects en vue de trouver une solution politique au problème de l'Afghanistan. Cependant, nous ne devons pas permettre que des pressions extérieures nous détournent de notre position de principe. De graves menaces ont été proférées publiquement à l'encontre du Pakistan. Nous devons faire face à des attaques répétées venues de l'Afghanistan et dirigées contre des villes et des villages situés à l'intérieur de notre territoire. Ces actes gratuits d'agression ont causé de lourdes pertes de vies humaines et des dégâts matériels importants aux propriétés civiles. Rien que cette année, on a enregistré 198 cas de violation de l'espace aérien et du territoire du Pakistan. Qu'il me soit permis de déclarer nettement que le

*M. Moreno-Salcedo (Philippines), vice-président, assume la présidence.

M. Yaqub-Khan (Pakistan)

Pakistan ne se soumettra jamais à la pression et ne renoncera jamais aux principes qui constituent la base de sa politique à l'égard de l'Afghanistan.

Les pressions morales et politiques exercées par les décisions de l'Assemblée générale sont d'une importance vitale si l'on veut mettre fin, le plus rapidement possible, à l'intervention militaire en Afghanistan et restaurer la paix dans ce pays. La position résolue adoptée par l'Assemblée sur la question du retrait des troupes étrangères d'Afghanistan représente également une réaffirmation de la part des Etats Membres des Nations Unies de leur attachement aux principes internationaux et à la cause d'un règlement politique équitable de la crise en Afghanistan.

L'intervention étrangère au Kampuchea soulève les mêmes questions de principe. Le Pakistan appuie le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, sous la direction du prince Norodom Sihanouk, de même que sa lutte pour l'indépendance nationale. Nous souscrivons sans réserve aux appels répétés lancés par cette Assemblée en vue du retrait de toutes les forces étrangères du Kampuchea, ce qui permettrait au peuple kampuchéen de choisir son propre gouvernement sans ingérence étrangère.

Le conflit tragique qui oppose l'Iran à l'Iraq a plongé la région dans l'agitation et le désordre. Cette guerre fratricide dure depuis cinq longues années, gaspillant les richesses nationales et détruisant la fleur de la jeunesse de deux grands pays. Le Pakistan est voisin à la fois de l'Iran et de l'Iraq, pays auxquels il est lié par une foi et une culture communes. La persistance de la guerre qui les oppose nous angoisse profondément. Au sein de l'Organisation de la Conférence islamique, du Mouvement des pays non alignés et des Nations Unies, le Pakistan n'a ménagé aucun effort pour essayer de mettre fin à cette guerre. Il y a deux semaines, le Comité de paix islamique a tenu une huitième réunion pour examiner toutes les possibilités de trouver une solution juste et équitable à ce conflit fratricide. Nous espérons que les deux parties reconnaîtront les efforts sincères déployés par ce comité et y répondront, et qu'elles feront preuve de la volonté politique nécessaire pour parvenir à un règlement politique qui concilie les exigences de la justice et les impératifs de la paix. Le Pakistan approuve aussi pleinement le rôle de médiateur joué par le Secrétaire général des Nations Unies, qui a permis de circonscrire certains aspects du différend irano-iraquien. Nous lui demandons instamment de poursuivre ses efforts.

La situation au Moyen-Orient demeure instable et explosive. Ce conflit représente une menace grave pour la paix et la sécurité internationales. C'est un

M. Yaqub-Khan (Pakistan)

conflit aussi vieux que les Nations Unies elles-mêmes, et la longue série d'initiatives de paix qui ont été proposées se sont achoppées à l'intransigeance de d'un Israël agressif, dont l'attaque gratuite et scandaleuse perpétrée contre le quartier général de l'Organisation de libération de la Palestine à Tunis constitue la dernière manifestation - acte brutal et lâche qui a été condamné dans les termes les plus énergiques par le Gouvernement et le peuple du Pakistan.

La politique annexionniste pratiquée par Israël se poursuit impitoyablement avec la création de colonies de peuplement juives dans les territoires occupés, modifiant ainsi le caractère démographique de la région. Israël persiste dans ses mesures de répression à l'encontre de la population palestinienne et arabe. Nous sommes particulièrement préoccupés par les actes de profanation commis contre les lieux saints placés sous occupation israélienne, et notamment par les fouilles qui menacent la sainte mosquée d'Al-Aqsa.

La paix au Moyen-Orient comme ailleurs ne peut être instaurée et maintenue que si justice est faite à toutes les parties intéressées. Les exigences de la justice demandent qu'il soit tenu compte dans tout règlement de trois principes essentiels. Le premier est celui du droit des peuples à l'autodétermination, droit dénié au peuple palestinien et cause première du problème du Moyen-Orient. Le peuple de Palestine doit pouvoir exercer ce droit et créer son propre Etat dans sa patrie. Deuxièmement, il convient d'appuyer sans équivoque le principe fondamental selon lequel aucun territoire ne peut être acquis par la force. Israël doit accepter de se retirer de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris la Ville sainte de Jérusalem, la rive occidentale et Gaza, ainsi que des hauteurs du Golan. Troisièmement, tout règlement durable doit être global, ce qui exige la participation de toutes les parties directement concernées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine.

C'est pourquoi le Pakistan souscrit pleinement à la proposition de convocation d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient afin de parvenir à un règlement juste et complet, tel qu'envisagé dans le Plan de Fès de 1982. Cependant, tant que les conditions favorables à la réunion d'une telle conférence n'auront pas été créées, la communauté internationale devrait appuyer et encourager tous les efforts susceptibles de vaincre l'inertie diplomatique et d'aider à préparer la voie à un règlement global du problème. Nous espérons que l'expérience d'Israël au Liban lui

M. Yaqub-Khan (Pakistan)

a fait comprendre la futilité et les graves conséquences de l'agression et de l'expansionnisme.

Ces derniers mois, on a enregistré en Afrique du Sud une nouvelle flambée massive de l'opposition au système inhumain de l'apartheid. De nombreuses vies précieuses ont été perdues du fait des mesures brutales et impitoyables adoptées par les autorités sud-africaines. De toute évidence, l'apartheid, dont la persistance souille la conscience de l'homme, ne saurait survivre longtemps encore. Il est grand temps que la communauté internationale apporte un secours moral à la lutte de la population noire, en isolant et en ostracisant le régime de Pretoria.

M. Yaqub-Khan (Pakistan)

Tandis que le rideau descend sur le dogme répugnant de l'apartheid, le colonialisme sud-africain fait un effort désespéré pour se retrancher en Namibie. Sept années se sont écoulées depuis l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 435 (1978), qui trace les grandes lignes du plan pour l'indépendance de la Namibie. Entre-temps, la SWAPO, voix authentique du peuple namibien, et d'autres Etats africains a eu recours à tous les moyens diplomatiques, y compris plusieurs séries de négociations avec les autorités sud africaines, pour assurer la mise en oeuvre du Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie. Malheureusement, ces efforts se sont heurtés aux obstacles que l'Afrique du Sud a cherché à élever l'un après l'autre en faisant intervenir des questions hors de propos.

L'indépendance du peuple namibien, qui est son droit sacro-saint, ne doit pas dépendre des caprices du régime de Pretoria universellement discrédité. Les pays occidentaux, auteurs du plan pour l'indépendance de la Namibie, et dont, chose ironique, les liens avec l'Afrique du Sud semble appuyer son intransigeance, ont la lourde responsabilité de clore le chapitre du colonialisme en Namibie.

Les cinq membres du Groupe de contact occidental doivent prendre de nouvelles initiatives pour obliger l'Afrique du Sud à renoncer à son emprise sur le territoire et à honorer ainsi la promesse faite il y a sept ans au peuple namibien et à la communauté internationale.

Le Pakistan souhaite ardemment qu'une atmosphère de paix et de stabilité règne dans notre région afin que les peuples et les pays puissent réaliser leurs aspirations à un avenir sûr et prospère. Nous avons déployé des efforts inlassables pour atteindre ce but et pour toujours appuyé toute initiative destinée à servir la cause de la paix dans la région. Nous nous sommes félicités de l'initiative prise par le Népal pour faire de ce pays une zone de paix. Nous avons également oeuvrer au sein des Nations Unies pour promouvoir l'instauration d'une zone de paix dans la région de l'océan Indien.

Je suis heureux de noter que les nations de l'Asie du Sud ont fait des progrès systématiques sur la voie de la coopération mutuelle en faveur d'un relèvement économique et social de leurs peuples et d'un climat de confiance et de compréhension fondé sur les principes de l'égalité souveraine et de l'avantage mutuel.

M. Yaqub-Khan (Pakistan)

Nous attendons avec intérêt la réunion au sommet des membres de l'Association pour la coopération régionale en Asie du Sud, qui doit se tenir en décembre à Dhaka, et qui, nous en sommes sûrs, marquera une étape dans la promotion de la stabilité et de l'harmonie dans notre région.

Pour dissiper les nuages de suspicion et de méfiance qui ont plané, dans le passé, sur les relations entre les Etats de l'Asie du Sud, il faut entreprendre des efforts résolus tant dans le contexte régional que sur le plan bilatéral. C'est animé de cet esprit que le Pakistan s'efforce assidument d'instaurer des relations de bon voisinage libre de toute tension avec l'Inde, relations que les deux pays s'accordent à reconnaître comme indispensables à la paix et à la stabilité de la région et au développement national de nos deux pays.

Au cours des ans, le Pakistan et l'Inde ont abandonné l'amertume et l'acrimonie du passé pour se tourner vers des relations de coopération plus poussée. Les contacts qui ne cessent de s'accroître à un niveau politique et officiel élevé et l'heureux aboutissement de la deuxième réunion de la Commission mixte indo-pakistanaise, qui s'est tenue en juillet dernier à New Delhi, témoignent de cette évolution.

Le Pakistan a également proposé à l'Inde la conclusion d'un accord bilatéral interdisant le recours à l'agression et à l'usage de la force. Cela contribuerait à écarter la méfiance et à renforcer la confiance mutuelle. Dans cet esprit, nous recherchons un règlement juste et honorable à la question de Jammu-et-Cachemire. Nous sommes prêts à prendre des engagements communs et à rechercher des accords avec l'Inde fondés sur les principes de la souveraineté et de la réciprocité, pour accroître la sécurité mutuelle, empêcher un retour à l'affrontement et conserver notre région à l'abri des armes nucléaires.

Comme l'a affirmé à maintes reprises le président Mohammad Zia-ul-Haq, le Pakistan est toujours opposé à la mise au point d'armes nucléaires ou à leur déploiement sur son sol. Cet engagement solennel repose sur notre conviction que le désarmement est un impératif moral en cette ère nucléaire.

Partageant ce souci universel de notre époque, le Pakistan s'est joint à d'autres Etats non dotés d'armes nucléaires pour exiger l'interdiction complète des armes nucléaires et pour prier ardemment les Etats dotés d'armes nucléaires, en particulier l'Union soviétique et les Etats-Unis, de s'engager sur la voie du désarmement nucléaire et de la prévention d'une guerre nucléaire. Aussi, sommes-nous satisfaits de la reprise des entretiens de Genève entre les deux superpuissances après une longue interruption.

M. Yaqub-Khan (Pakistan)

Les Nations Unies ont un rôle essentiel à jouer pour favoriser le désarmement et pour amener la communauté internationale à prendre davantage conscience du grave danger que représente l'existence des armes nucléaires et l'escalade de la course aux armements, qui, aujourd'hui, s'étend même à l'espace extra-atmosphérique.

Le Pakistan est également convaincu de la validité des mesures régionales et intérimaires contre la prolifération des armes nucléaires, et surtout contre leur prolifération verticale. C'est pourquoi nous avons fait des propositions concrètes dans le cadre des Nations Unies sur les garanties de sécurité négative pour les Etats non dotés d'armes nucléaires et sur l'établissement d'une zone dénucléarisée en Asie du Sud. Notre initiative en faveur d'une déclaration commune sur la non-acquisition d'armes nucléaires par les Etats de la région découle de notre désir de trouver les moyens de conserver notre région à l'abri des armes nucléaires. Sur le plan bilatéral, nous avons proposé à l'Inde : la signature simultanée du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, l'acceptation simultanée de garanties complètes, l'inspection bilatérale des installations nucléaires des deux pays et une déclaration formelle par laquelle tous les Etats de l'Asie du Sud renonceraient à l'acquisition et à la fabrication d'armes nucléaires.

S'agissant de cette question, nous attendons avec intérêt toute suggestion de nos voisins indiens. Ainsi, sur les plans bilatéral, régional et mondial, le Pakistan a pris des mesures positives pour enrayer la menace des armes nucléaires.

Le Pakistan croit en une approche globale aux questions liées au désarmement et accorde de la valeur à tous les efforts entrepris à l'échelle mondiale et régionale ou aux efforts bilatéraux et à long terme. Nous sommes également convaincus du rapport étroit qui existe entre le désarmement et la sécurité mondiale, car l'expérience confirme que l'on ne peut aboutir au désarmement dans une situation politique internationale de tensions et de conflits.

M. Yaqub-Khan (Pakistan)

Une grave conséquence de la course aux armements est la perte colossale de ressources globales qu'il implique, ressources qui pourraient être utilisées pour améliorer la qualité de la vie, dans un monde où la révolution technologique contemporaine offre d'éclatantes perspectives. Selon des estimations, près de 1 000 milliards de dollars sont dépensés chaque année pour la fabrication d'outils de mort et de destruction et pour alimenter la course aux armements. C'est là une situation intolérable à laquelle il faut remédier, et les ressources ainsi libérées doivent être utilisées pour combattre la misère et la faim.

Au cours des dernières années, des représentants de pays en développement sont montés à cette tribune et ont parlé de la profonde crise qui affecte le système économique international. Cette année, nous avons entendu des déclarations éloquentes de plusieurs chefs d'Etat qui ont décrit en termes imagés comment la crise économique et les déséquilibres structureaux dans le système économique mondial ont affecté le bien-être de leurs peuples et les structures socio-politiques dans leur pays. La crise alimentaire en Afrique et le grave problème de l'endettement du tiers monde ont fait apparaître clairement le besoin qu'il y a de prendre d'urgence des mesures concertées pour remédier aux problèmes économiques qui se posent à la communauté internationale.

Malheureusement, les appels à la coopération sont restés lettre morte, du fait que les principaux pays industrialisés continuent à ne prendre en considération que leurs intérêts économiques égoïstes à court terme plutôt que de consentir à se donner la main dans un effort global en vue d'améliorer "l'environnement extérieur". Le processus de rétablissement de leurs économies qui, nous disent les nations développées, finira à la longue par venir renforcer aussi les économies des pays en développement et la crainte qu'une action commune ne nuise aux privilèges spéciaux qui étaient les leurs, les ont empêchés d'avoir une vision globale qui permettrait de rétablir un ordre économique mondial sain et équitable.

Depuis plusieurs années maintenant, il n'y a pas eu de véritable dialogue entre les pays industrialisés et les pays en développement, en vue de trouver des solutions communes aux problèmes complexes du système économique international. Entre-temps, les pays en développement qui continuent de porter la charge principale des ajustements et de subir les graves conséquences de l'endettement extérieur, sont dangereusement poussés au bord de l'abîme des bouleversement

M. Yaqub-Khan (Pakistan)

politique et social. Les moyens disponibles pour financer le développement de leurs économies sont engloutis par des taux d'intérêt de plus en plus élevés, des conditions de remboursement et d'autres conditions de plus en plus strictes imposées par les banques commerciales, les sévères conditions imposées par le Fonds monétaire international (FMI), la montée du protectionnisme et la détérioration des termes de l'échange. Dans un environnement aussi inhospitalier, la faillite des politiques domestiques des pays en développement est injustement citée comme la cause principale de leur incapacité à faire face à la dette extérieure et à répondre en même temps aux besoins de base de leurs populations.

Il est évident que tant l'environnement extérieur que les politiques intérieures ont de graves répercussions sur le processus de développement économique. Les politiques poursuivies par les pays en développement sur le plan interne et destinées à atteindre un développement rapide ne peuvent réussir face aux conditions économiques internationales défavorables. De toute évidence, ces politiques ont besoin d'être améliorées, mais il n'en resté pas moins vrai que, face aux déséquilibres dans le système économique international, aucun ajustement des politiques intérieures ne peut produire plus que des résultats marginaux.

Il est malheureux qu'il n'ait pas été donné suite à une proposition tendant à lancer des "négociations globales", depuis plus de cinq ans. Nous espérons sincèrement que le quarantième anniversaire des Nations Unies permettra de retrouver l'esprit de coopération qui a conduit à la création de notre Organisation et de préparer le chemin pour aboutir à un véritable dialogue entre toutes les nations. Peut-être pourrions-nous commencer par nous mettre d'accord sur un ordre du jour global en vue d'assurer la poursuite du dialogue Nord-Sud dans les enceintes spécialisées appropriées. Cette session devrait également essayer de fixer les priorités nécessaires tant pour les actions d'urgence qu'à long terme. Le Pakistan pense que des mesures doivent être prises d'urgence afin de permettre aux pays en développement de tirer les bénéfices légitimes de la reprise économique actuelle. A cet effet, le flot des ressources vers les pays en développement doit s'accélérer et s'accroître de façon à favoriser une expansion économique mutuellement renforcée dans tous les Etats. Ces mesures immédiates devraient inclure : l'augmentation de l'aide publique au développement, l'expansion des quotas du Fonds monétaire international, de nouvelles possibilités de droits de

M. Yaqub-Khan (Pakistan)

tirage spéciaux, la renonciation au protectionisme et une solution durable et équitable au problème de la dette. En même temps, des efforts doivent être déployés pour apporter les changements nécessaires aux structures afin d'aboutir à des relations économiques internationales rationnelles et équitables, tout particulièrement sur les plans monétaire et commercial internationaux, tout comme dans le domaine de la coopération technique et industrielle. La charge de la dette extraordinairement lourde des pays en développement doit être considérée non seulement comme une menace au système bancaire international mais également comme un empêchement, pour les pays en développement, d'atteindre des taux de croissance plus élevés et un obstacle à l'étendue et à la durabilité du rétablissement économique actuel. Des efforts doivent être faits afin de trouver une solution équitable à long terme au problème de la dette commerciale des pays à revenu moyen comme à celui de la dette publique des pays à faible revenu.

Au moment où les Nations Unies célèbrent leur quarantième anniversaire, la condition humaine est descendue à un niveau toujours plus bas d'insécurité, de souffrance et de privation. Notre génération est confrontée avec l'affreux danger d'annihilation, de faim, de pauvreté, de guerres destructrices et de conflits dont la menace semble éternelle. Nous devons être attentifs cependant à ne pas attribuer la naissance de cette situation de désespoir à l'apparition de l'Organisation des Nations Unies sur la scène mondiale, car l'Organisation a aussi présidé à l'expansion et au développement de la technique, à l'exploration de l'espace, à l'éradication de la maladie et au recours de plus en plus fréquent à la coopération internationale et à l'aide mutuelle dans les affaires internationales, en bref, à un ordre mondial mieux organisé qui a stimulé l'ingéniosité et l'intelligence humaine en l'amenant à des niveaux de réalisations inconnus jusque-là. Le paradoxe des échecs et des réalisations de notre génération est, en fait, un sort auquel l'humanité ne saurait se soustraire qu'en renforçant une organisation internationale telle que les Nations Unies.

Alors que nous nous réunissons ici cette année, laissez-nous renouveler notre engagement à la cause de la paix mondiale et du progrès de l'humanité. Engageons-nous, quelles qu'aient pu être les défaillances du passé, à renoncer à l'agression et au recours à la guerre. Engageons-nous à défendre les principes et les buts de la Charte des Nations Unies, le seul phare qui existe dans un monde hébété en proie à l'angoisse.

M. CHNOUPEK (Tchécoslovaquie) (interprétation du russe) : Je félicite M. de Piniés, diplomate éminent d'un pays avec lequel nous développons une coopération mutuellement bénéfique, pour son élection au poste de président de la quarantième session anniversaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je souhaite à M. de Piniés et à M. Javier Pérez de Cuéllar plein succès dans leurs travaux lourds de responsabilité.

Je désire rendre hommage, pour son activité vigoureuse, au précédent président, M. Paul Lusaka, représentant de la République de Zambie avec laquelle nous avons tissé des liens d'amitié étroits.

Je souhaiterais également présenter nos profondes condoléances et exprimer notre profonde sympathie aux Gouvernement et au peuple du Mexique à l'occasion de la récente catastrophe naturelle qui a causé à ce pays ami de lourdes pertes.

En ces journées où nous commémorons solennellement la quarantième année d'existence de notre Organisation, je prends la parole devant cette instance suprême en me sentant obligé de souligner, aussi fermement que possible, qu'on ne saurait aujourd'hui concevoir les relations internationales sans les Nations Unies.

Née dans le feu d'une lutte menée par les peuples pour sauver la civilisation du fascisme et à laquelle se sont joints des Etats dotés de différents systèmes sociaux, l'Organisation des Nations Unies a fait sa devise des nobles mots de la Charte, qui est devenue un symbole de l'époque, "Sauver les générations futures du fléau de la guerre".

C'est précisément cette idée fondamentale que le représentant de la Tchécoslovaquie a repris lorsqu'il a dit, au moment de la création des Nations Unies :

"Quiconque parle de l'inéluçabilité d'une nouvelle guerre se place hors du contexte et hors des frontières du royaume de la réalité et des idéaux de notre aventure - la plus grande jamais entreprise par de simples mortels. Elle s'appelle l'Organisation des Nations Unies."

Nous sommes fiers que la Tchécoslovaquie, véritable allié de la grande alliance, de l'Union soviétique qui a joué un rôle décisif dans la défaite du nazisme, ait apporté sa contribution à la grande victoire.

Notre peuple, une des premières victimes de l'hitlérisme, a pris les armes sur son propre sol et à l'étranger. Nos troupes ont combattu aux côtés des alliés à Kharkov, Kiev et dans les montagnes des Carpathes, elles ont défendu Paris et Londres, Tobruk et Benbhazi, elles ont participé au débarquement de Normandie. Le nom du village tchécoslovaque de Lidice est toujours mentionné dans un même

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

souffle avec ceux de Coventry et d'Oradour. C'est précisément Prague, la capitale de notre pays, qui vit la fin des affrontements sur le continent européen, le dernier jour de cette horrible guerre. Lorsque nous nous sommes empressés de participer avec enthousiasme aux heures historiques de la création de l'Organisation, l'armée soviétique continuait de mener sur notre territoire une lutte acharnée contre les occupants. Entre le début des six années de ténèbres qui ont suivi les journées noires de Munich et le 9 mai 1945, notre pays a déposé sur l'autel de la victoire commune des centaines de milliers de vies.

Depuis lors, guidés par notre désir inébranlable de coopérer dans les rangs des Nations Unies et fidèles aux objectifs de la Charte, nous avons toujours accordé la priorité à la tâche suprême : éviter la guerre, protéger la paix, renforcer la sécurité internationale, réaliser le désarmement, développer la coopération dans tous les domaines. Nous nous sommes toujours sincèrement réjouis de tous les succès de l'Organisation et ne sommes jamais restés indifférents à ses échecs.

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, nous avons une Organisation mondiale universelle. Comme l'a déclaré le Secrétaire général dans son rapport de cette année sur l'activité de l'Organisation : "...elle est le meilleur lieu où l'on peut le mieux éviter le pire et oeuvrer en faveur du progrès". A cette fin, l'Organisation a accompli un bon travail, peut-être bien meilleur que nous nous accordons à le dire. Elle mérite donc notre reconnaissance. Maintenant, elle doit tirer profit de toute son expérience pour devenir encore plus efficace, pour accroître son influence dans les domaines politique et de sécurité, pour approfondir et élargir la coopération dans les domaines économique, social, juridique, culturel et humanitaire et pour devenir plus souple, en utilisant toutes les possibilités existantes et en brisant les éléments de formalisme afin de parvenir à un renforcement général de sa position et de son rôle dans les relations internationales. La déclaration adoptée à la réunion solennelle du Conseil de sécurité est prometteuse à cet égard mais est aussi un défi lancé à tous.

Dans la promotion de la paix et de la sécurité internationales et de la coexistence pacifique entre des Etats dotés de systèmes sociaux différents l'Europe joue un rôle irremplaçable. C'est en Europe qu'au cours de ce siècle même, deux guerres terribles ont éclaté, et cependant c'est là aussi que la politique de détente, qui s'est profondément enracinée dans la conscience des peuples, a vu le jour. J'en veux notamment pour preuve la récente réunion qui a eu lieu à

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

l'occasion du dixième anniversaire de la Conférence d'Helsinki. Elle a confirmé la vitalité des principes de l'Acte final. Elle a prouvé que les pays européens préfèrent indubitablement relancer la détente plutôt que de la paralyser. Ils ont, en fait, rejeté le recours à l'affrontement. Les tentatives pour imposer de telles pratiques se sont traduites par un échec.

En ce qui nous concerne, nous entendons continuer à contribuer au développement du dialogue politique entre Etats dotés de différents systèmes sociaux. Le dynamisme de nos contacts bilatéraux avec les pays européens en est un des exemples les plus frappants.

A l'heure actuelle, ayant tiré la leçon des problèmes de l'adolescence de la politique de détente, tous les participants devraient multiplier leurs efforts pour l'étendre au domaine militaire. Cela ne sera pas tâche facile. De même que la détente a dû surmonter de nombreux obstacles sur sa route, bon nombre de fondrières et de fossés l'attendent encore.

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

Toutefois, nous ne pouvons nous permettre, après Hiroshima, d'attendre les événements pour voir ce qui va arriver ou ce qui pourrait arriver. La situation exige une détermination fondée sur une volonté politique réfléchie. Les dirigeants politiques sont tenus, de par leurs responsabilités, de prendre les décisions que méritent les peuples d'Europe, de faire preuve d'une compétence digne d'un jugement historique inspiré par la sagesse politique.

Alors que les débats de la Conférence de Stockholm manifestent des signes d'un éventuel succès, nous estimons qu'elle est maintenant en mesure d'élaborer un cadre général permettant d'engager des négociations de fond sur la mise au point d'un document final. Nous préconisons l'élaboration de mesures importantes et efficaces propres à développer la sécurité et la confiance dans les domaines militaire, politique et technique, y compris un traité sur la renonciation de l'emploi de la force militaire dans les relations entre les Etats, qui commence à prendre forme. A cette fin, nous avons présenté, de concert avec nos alliés, un certain nombre de documents de travail comportant des propositions détaillées. Nous espérons qu'elles recevront l'accueil qu'elles méritent.

Les résultats de la Conférence d'Helsinki aideront les autres réunions qui se déroulent dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe - notamment l'instance culturelle de Budapest, le Séminaire sur les contacts humains à Berne et surtout la prochaine réunion de suivi qui aura lieu à Vienne à l'automne 1986 - à faire preuve d'un même esprit constructif.

Des progrès pourraient très certainement être réalisés également dans les pourparlers sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale. Pour ce faire, il incombe aux participants occidentaux d'examiner sérieusement les propositions de compromis d'une grande portée qui ont été faites par les pays socialistes. A Vienne, il est également indispensable de renoncer aux tentatives visant à présenter l'autre partie sous des traits démoniaques et de progresser sur la voie de la raison.

Au mois d'avril dernier, lorsque nous avons étendu la validité du Pacte de Varsovie, nous avons réaffirmé notre volonté de dissoudre cette alliance si le bloc de l'OTAN était disposé à faire de même. Cette proposition est toujours valable à ce jour.

Nous nous félicitons des progrès mutuels réalisés récemment au cours du dialogue qui s'est amorcé entre le Conseil d'assistance économique mutuel (CAEM) et la Communauté économique européenne. Nous espérons que ce dialogue jouera le rôle

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

d'un catalyseur constructif pour développer une coopération économique mutuellement avantageuse et sur un pied d'égalité entre les deux grands groupements d'intégration européenne dans l'esprit de l'Acte final.

D'aucuns déclarent que certains signes de dégel apparaissent dans la situation internationale, mais l'horizon politique demeure chargé de nuages et de tensions. La responsabilité en incombe aux milieux impérialistes. Mus par un esprit de supériorité militaire, ils intensifient l'escalade de la course aux armements et s'efforcent de lui donner une dimension spatiale. L'application de tels plans accroîtrait considérablement le danger d'une guerre nucléaire. En outre, les ressources considérables dont on a tellement besoin pour résoudre les tâches urgentes de développement économique et social de tous les Etats, essentiellement des pays en développement, seraient dispersées dans l'abîme de la course aux armements. Si on prenait vraiment au sérieux le fait "qu'une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée et ne doit pas être menée", ceux qui sont responsables de cette escalade devraient changer d'attitude.

Dans ce contexte, nous estimons qu'il est primordial que tous nos Etats Membres unissent leurs efforts pour éviter la guerre. Pour ce faire, il convient tout d'abord d'empêcher sans condition l'extension de la course aux armements à l'espace extra-atmosphérique, de mettre un terme à la course aux armements sur terre, et de limiter et de réduire les armements nucléaires jusqu'à leur élimination totale.

La Tchécoslovaquie, qui après l'Union soviétique et les Etats-Unis, est le troisième pays dont un citoyen a pénétré dans l'espace, participe activement aux programmes spatiaux pacifiques et appuie sans réserve l'idée d'une "paix des étoiles" contre la menace d'une "guerre des étoiles". Que l'humanité entreprenne des projets grandioses d'industrialisation de l'espace autour de la terre. Qu'elle crée de nouveaux matériaux et de nouveaux équipements dans des conditions d'apesanteur.

L'application de ces plans à la mesure de l'esprit novateur de l'être humain ne peut toutefois être envisagée que dans des conditions de non-militarisation de l'espace extra-atmosphérique. Les techniques spatiales doivent être mises au service de tous, de l'humanité tout entière. Elle ne doit pas être monopolisée en tant que force destructrice au même titre que l'énergie nucléaire au milieu des années 40.

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

Le projet de militariser l'espace extra-atmosphérique risque d'avoir des conséquences incommensurables. Ce projet constitue aujourd'hui la plus grande menace à la paix. C'est le sentiment qu'éprouve l'écrasante majorité de l'humanité, et c'est ce que perçoivent de nombreux orateurs qui ont pris la parole à cette tribune.

Néanmoins, certains hommes politiques s'efforcent de convaincre l'opinion publique qu'il ne s'agit là que d'une nouvelle étape de la recherche qui entraînerait la réduction des armes nucléaires et éliminerait l'éventualité d'une guerre nucléaire de la vie de la société. C'est contredire la réalité que de s'exprimer ainsi. Si le projet de ce qu'on appelle l'initiative de défense stratégique constitue une amorce encore plus dangereuse de la course aux armements, il en va de même pour la phase que l'on a qualifiée de recherche scientifique. Il s'agit d'abord des premiers éléments d'un projet d'armes spatiales visant à garantir une première frappe nucléaire en toute impunité. On ne saurait soutenir, même aux Nations Unies, la thèse qui consiste à présenter cette notion de déstabilisation de la paix, comme contribuant à renforcer la stabilité stratégique.

L'introduction de nouvelles techniques sophistiquées dans la sphère militaire ne peut favoriser la sécurité d'une partie si elle menace les autres. Il n'existe qu'un seul critère : la sécurité mutuelle ou l'insécurité mutuelle pour tous.

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

Nous accordons donc la plus grande importance aux entretiens soviéto-américains sur les armes nucléaires et spatiales de Genève. Ces entretiens bénéficieraient grandement de l'adoption des propositions soviétiques tendant à imposer pendant la durée des entretiens un moratoire sur la mise au point - y compris les travaux de recherche scientifique -, les essais et le déploiement d'armes spatiales offensives et un gel des armes stratégiques offensives des deux parties, à faire cesser le déploiement des missiles de moyenne portée des Etats-Unis en Europe et l'élaboration de nouvelles contre-mesures. Enfin, il serait des plus utiles pour ces entretiens que les Etats-Unis s'associent au moratoire de l'Union soviétique sur toutes les explosions nucléaires, qui a été annoncé par Mikhaïl Sergeïvitch Gorbatchev. Il s'agit là d'une initiative véritablement raisonnable, suffisamment simple pour être comprise de tous. Par où cloche-t-elle? En fait, elle ne fait qu'ouvrir la voie à une interdiction complète des essais nucléaires et partant, à l'arrêt du perfectionnement des armements nucléaires. Elle est un bon exemple pour les autres Etats dotés d'armes nucléaires.

Cependant, la réaction de l'autre partie est malheureusement négative. Elle témoigne d'une absence totale de bonne volonté politique et révèle le désir de cacher la relation directe entre les essais nucléaires et le programme de militarisation de l'espace extra-atmosphérique.

Que faut-il en déduire? A titre prioritaire, il faut de toute urgence abandonner à jamais l'illusion fatale selon laquelle la mise au point et la fabrication de systèmes d'armes destructrices obligerait les pays socialistes à renoncer à leur volonté d'empêcher un bouleversement de l'équilibre stratégique approximatif actuel.

La Tchécoslovaquie préconise l'interdiction de tous les types d'armes destinées à être utilisées contre des objets dans l'espace extra-atmosphérique et à partir de l'espace contre la terre. Elle exige que la non-expansion de la course aux armements dans l'espace devienne une norme inviolable de la politique de tous les Etats et une obligation internationale reconnue par tous. Par conséquent, nous considérons comme novatrice et des plus opportunes la proposition faite par l'Union soviétique sur la coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique - proposition qu'elle a faite au titre de sa non-militarisation, et qui fait l'objet d'un point de l'ordre du jour. Nous

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

appuyons son idée suivant laquelle l'Assemblée générale devrait convoquer au plus tard en 1987 une conférence internationale à laquelle participeraient les Etats dotés d'un potentiel important d'armements spatiaux ainsi que d'autres pays intéressés qui pourraient se mettre d'accord sur les orientations et les principes fondamentaux de la coopération pacifique dans l'espace. Tout aussi constructive est la suggestion faite pour que la Conférence examine la question concernant la création d'une organisation spatiale mondiale chargée de coordonner les efforts faits par tous les Etats dans le domaine des activités spatiales pacifiques. La mise en oeuvre de ces projets donnerait de toute évidence à l'humanité les assises solides dont elle a tant besoin.

Nous espérons qu'en dépit de tous les obstacles, les prochains entretiens soviéto-américains au sommet permettront de se pencher sur les perspectives d'avenir non seulement de ces deux grands pays mais de toute l'humanité. Il sera certes possible de trouver des solutions si les deux parties s'engagent à concilier leurs divergences, ce qui implique la discussion, et non le recours aux sempiternels mythes et stéréotypes, la concentration de leurs efforts sur les véritables problèmes de la communauté mondiale et l'examen de ces problèmes sur un pied d'égalité - une égalité réelle. Il est vrai qu'aucune des deux parties n'a jamais perdu jusqu'ici une guerre où même une bataille en faveur de l'autre; de plus elles ne se doivent rien. Nous nous félicitons des entretiens importants que le ministre Chevardnadzé a eus à Washington et nous sommes convaincus que les prochains entretiens à Genève, qui se tiendront en novembre, donneront les résultats escomptés.

Nous croyons que pour réaliser l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires, il faut élaborer et adopter un programme de désarmement nucléaire dans les plus brefs délais. La recherche nostalgique d'une hégémonie mondiale est incompatible, dans le monde actuel, avec les lois de la physique nucléaire. Par conséquent, un tel programme devrait comprendre des mesures morales, politiques et légales et surtout des mesures pratiques et radicales fondées sur les principes de réciprocité, d'égalité et de sécurité égale. Ce programme offrirait une occasion historique car, grâce à lui, on aborderait le XXI^e siècle dans un climat de paix, doté d'une stratégie nucléaire tout à fait différente et de garanties quant à la réduction importante du risque de voir la civilisation annihilée dans le feu d'une apocalypse nucléaire.

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

Bien sûr, aucun accord ne saurait aboutir si une compréhension mutuelle et profonde de la nature catastrophique d'un conflit nucléaire ne s'instaure et si la volonté politique et la retenue mutuelle ne transforment ni les fausses illusions ni les intentions calculées et dénuées de réalisme. C'est par là que passe la base rationnelle d'une nouvelle philosophie de l'ère nucléaire.

Nous continuons d'appuyer la proposition tendant à ce que toutes les puissances nucléaires s'engagent à ne pas recourir en premier aux armes nucléaires. Nous préconisons un gel tant quantitatif que qualitatif des armes nucléaires et accordons une grande valeur à la déclaration commune des chefs d'Etat et de Gouvernement d'Argentine, de l'Inde, du Mexique, de la Grèce, de la Suède et de la Tanzanie, adoptée en janvier dernier à New Delhi, dans laquelle ils soulignent l'actualité brûlante extraordinaire de ces questions.

Nous attachons une grande importance au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en tant que facteur majeur du renforcement de la sécurité internationale. Nous nous associons aux résultats de la troisième Conférence d'examen. Ils ont confirmé que ce document constitue l'un des piliers fondamentaux du système juridique international, un obstacle majeur à la prolifération des armes nucléaires et, en même temps, un instrument suffisamment souple en ce qui concerne l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Nous préconisons une adhésion universelle à ce Traité afin qu'il devienne encore plus efficace.

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

Le régime de non-prolifération exige que les zones exemptes d'armes nucléaires actuelles soient respectées et qu'on en crée de nouvelles. Nous appuyons la proposition de création d'une zone dénucléarisée en Europe centrale où la Tchécoslovaquie est située. Nous appuyons également la création de telles zones dans le nord de notre continent et dans les Balkans. Nous sommes également disposés à appuyer toute proposition constructive de ce genre concernant les autres régions du monde.

Nous préconisons aussi la convocation rapide d'une conférence qui examinerait la question de la transformation de l'océan Indien en une zone de paix.

Pour ce qui est d'un autre type d'armes dangereuses de destruction massive, les armes chimiques, nous nous prononçons pour leur interdiction à l'échelle mondiale. Malheureusement, l'attitude obstructionniste de milieux bien connus a empêché tout progrès concret sur cette question lors de la Conférence du désarmement à Genève. En outre, la décision des Etats-Unis de reprendre la production de munitions chimiques binaires destinées principalement à l'Europe occidentale complique encore la situation. Dès lors, nous estimons qu'il est indispensable de prendre des mesures parallèles au niveau régional, notamment en Europe. Les Gouvernements de la République socialiste tchécoslovaque et de la République démocratique allemande ont donc proposé au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne de conclure un accord sur la création d'une zone exempte d'armes chimiques qui, dès le départ, comprendrait les territoires de ces trois Etats. Nous sommes heureux de constater que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, comme son représentant l'a déclaré du haut de cette tribune, étudie notre proposition. Nous espérons qu'il la jugera de manière positive. En ce qui nous concerne, nous sommes disposés à entamer le plus rapidement possible les négociations à cet effet.

Nous appuyons les mesures destinées à empêcher toute augmentation des dépenses militaires et en fait à les réduire afin que les ressources ainsi libérées soient consacrées au développement social et économique, notamment dans les pays en développement.

Nous attachons toujours une grande importance à la Conférence du désarmement à Genève que nous considérons comme la seule véritable instance multilatérale de désarmement sur le plan mondial. Nous nous félicitons des progrès accomplis au cours de la session de cette année, comme en témoigne par exemple la création du Comité ad hoc de l'espace extra-atmosphérique. Malheureusement, certains Etats

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

occidentaux se sont efforcés de transformer progressivement cette conférence, qui était un organe de négociations, en un salon où l'on cause. Ils ont empêché la création de groupes de travail sur les questions prioritaires, et fait obstruction à tout progrès dans les questions examinées. Nous sommes convaincus que cette session qui marque le quarantième anniversaire de l'Assemblée générale devrait inciter vivement les Etats participant à la Conférence à mobiliser leur volonté politique et à revitaliser les négociations de Genève, en veilleuse depuis si longtemps.

Pour ce qui est des foyers de tension, je voudrais tout d'abord mentionner la situation qui prévaut en Amérique centrale où l'impérialisme, de manière patente, intensifie ses actes d'agression, y compris ses actions militaires, contre la République souveraine du Nicaragua, contre le Mouvement de libération nationale de El Salvador et contre d'autres pays. Nous respectons la position constructive du Gouvernement du Nicaragua. Nous nous félicitons de l'activité du Groupe de Contadora et de l'appui que lui accorde les autres pays d'Amérique latine.

Nous demandons instamment au Conseil de sécurité d'adopter des sanctions efficaces contre le régime raciste d'Afrique du Sud. Les nouvelles vagues de terreur lancées par les racistes contre la majorité de la population africaine prouvent à l'évidence que les prétendues réformes du régime de Pretoria ne changent rien à la nature scandaleuse de l'apartheid. Une telle situation ne saurait durer. L'apartheid doit être éliminé de l'Afrique le plus rapidement possible. Nous nous prononçons fermement pour l'octroi immédiat de l'indépendance au peuple de Namibie sur la base de l'application des décisions pertinentes des Nations Unies, y compris les résolutions du Conseil de sécurité. La dernière agression perpétrée par l'Afrique du Sud contre la République populaire souveraine d'Angola prouve une fois de plus que la paix ne pourra être instaurée dans cette région tant que le régime de l'apartheid ne sera pas éliminé. Nous condamnons cette agression en tant que manifestation brutale de la politique de terrorisme d'Etat. Nous affirmons notre plein appui à la lutte courageuse du peuple angolais pour défendre l'indépendance de sa patrie.

Les événements actuels au Moyen-Orient montrent clairement à nouveau que la politique de mesures séparées à la Camp David ne saurait conduire à une solution juste. Une telle politique n'est possible qu'au détriment des intérêts et des droits nationaux non seulement du peuple palestinien mais également de toutes les

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

nations arabes. Il est possible de sortir de l'impasse actuelle provoquée par l'agression israélienne en passant à l'action concertée proposée par les Etats arabes et qu'ils ont eux-mêmes adoptée à la Conférence de Fès. Les principes approuvés au cours de cette conférence pourraient être appliqués en convoquant une conférence internationale sur le Moyen-Orient comme l'a proposé l'Union soviétique. Naturellement, la participation de toutes les parties intéressées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant légitime du peuple palestinien, et la reconnaissance de leur droit à créer leur propre Etat indépendant, sont indispensables. Nous appuyons également pleinement tous les efforts faits pour restaurer l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban.

Nous condamnons le dernier acte d'agression d'Israël dont la Tunisie est victime. Malheureusement, l'agresseur bénéficie de l'appui cynique de son allié stratégique.

Nous préconisons la fin rapide du conflit entre l'Iran et l'Iraq. Nous sommes convaincus qu'avec de la bonne volonté, les questions litigieuses peuvent être réglées par des négociations pacifiques, dans l'intérêt des peuples des deux pays et de la population de toute la région. Nous condamnons résolument les tentatives que fait l'impérialisme pour tirer profit de ce conflit pour intensifier sa présence militaire dans la région du Golfe et dans l'océan Indien.*

* Le Président assume la présidence.

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

Nous sommes convaincus que la normalisation de la situation autour de l'Afghanistan n'est possible que si le droit de son peuple à un développement indépendant est pleinement respecté et que si l'on met fin à l'ingérence armée et autre dans les affaires intérieures de ce pays. Nous estimons que le processus de négociations entre la République démocratique d'Afghanistan et le Pakistan est utile en raison du rôle d'intermédiaire joué par le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies. Il serait bon et utile que les négociations en arrivent à l'étape des entretiens directs.

Pour ce qui est de la situation en Asie du Sud-Est, nous appuyons les propositions du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea visant à faire de cette région une zone de paix, de stabilité et de coopération. Nous estimons que la seule manière efficace de régler les problèmes de la région réside dans le dialogue politique, notamment entre les Etats d'Indochine et les pays de l'ANASE. Nous considérons que la représentation de la République populaire du Kampuchea aux Nations Unies constituerait une mesure tout à fait justifiée et correspondrait à la réalité.

Nous réaffirmons notre plein appui aux efforts de la République démocratique populaire de Corée en vue de la réunification pacifique de la Corée sur des principes démocratiques, sans ingérence extérieure. Nous l'appuyons également lorsqu'elle exige le retrait de toutes les troupes étrangères stationnées en Corée du Sud et exige qu'on fasse de la péninsule coréenne une zone exempte d'armes nucléaires. La résolution adoptée lors de la trentième session de l'Assemblée générale des Nations Unies à l'initiative de la République démocratique populaire de Corée constituerait une base appropriée pour le règlement de la question coréenne.

Nous sommes convaincus que le renforcement de la stabilité dans le monde serait favorisé de manière substantielle par la mise en oeuvre d'un certain nombre d'initiatives bien connues visant à transformer toute l'Asie en une zone de paix et de sécurité. Cela exige un effort de la part de tous les Etats d'Asie, quel que soit leur système social jusqu'à la création d'un forum de tous les pays d'Asie, en vue d'examiner l'ensemble des questions relatives à la sauvegarde de la coexistence pacifique et des relations de bon voisinage dans ce continent, un peu sur le modèle de ce qui s'est passé en Europe à la Conférence d'Helsinki.

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

Nous sommes sans réserve en faveur d'un règlement pacifique et équitable de la question de Chypre, qui permettrait à cet Etat de conserver son indépendance, sa souveraineté, son intégrité territoriale, son unité et son caractère non aligné, à l'abri de toute ingérence étrangère et présence militaire.

Il est triste de constater qu'aujourd'hui, 40 ans après la création de l'Organisation des Nations Unies et 25 ans après l'adoption de l'historique Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, les peuples d'un grand nombre de territoires continuent de se voir refuser leur droit fondamental et inaliénable à la liberté et à l'indépendance. C'est pourquoi nous n'avons cessé de réclamer avec insistance l'élimination immédiate de tous les vestiges du colonialisme sous toutes ses formes et manifestations, y compris le néo-colonialisme.

Notre Organisation participe pour une large part à la solution des problèmes internationaux économiques et sociaux. Elle a mis sur pied en temps opportun des organes, organisations et institutions spécialisées qui coordonnent la coopération économique, commerciale, scientifique et technique. Elle a également fourni le cadre nécessaire à l'adoption d'importants instruments multilatéraux régissant cette coopération.

Malheureusement, les principes consacrés par l'Organisation sont constamment violés. Tout comme de nombreux pays en développement, la Tchécoslovaquie a, des années durant, souligné qu'il est nécessaire de garantir la sécurité économique. Nous condamnons les embargos sur le commerce, les mesures discriminatoires, les sanctions ou le principe visant à subordonner l'assistance économique et humanitaire à des concessions politiques.

Les relations entre les pays en développement endettés et leurs créanciers ne sauraient être réduites à une formule plutôt primaire de "débits" et de "crédits". Après tout, ces relations sont le fruit d'un processus vieux de plusieurs siècles d'exploitation des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine par le colonialisme et le néo-colonialisme ainsi que d'une manipulation sans précédent des conditions de remboursement du crédit. Rappelons-nous qu'à l'époque de l'Europe médiévale, les usuriers étaient cruellement châtiés pour avoir recouru à l'usure ou pratiqué le crédit de manière frauduleuse ou encore pour avoir grugé de façon impitoyable leurs débiteurs, et ils couraient le risque d'être brûlés vifs ou d'être empalés.

Nous sommes en faveur d'une normalisation complète des politiques de crédit. Nous appuyons sans réserve la proposition qui a été présentée ici par le Premier

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

Ministre de la République populaire de Pologne, Wojciech Jaruzelski, et visant à créer, sous les auspices du Secrétaire général des Nations Unies, un centre international de recherche sur le développement et la dette.

Nous nous sommes constamment efforcés de réaliser une restructuration des relations économiques internationales fondées sur des bases justes et démocratiques et qui créent des conditions de coopération égales pour tous. Nous l'avons réaffirmé; nous avons proposé un programme d'action destiné à remédier aux insuffisances de ces relations, programme qui a été présenté lors de la réunion au sommet des Etats membres du Conseil d'assistance économique mutuelle. Ce programme est ouvert à tous les pays.

Nous nous félicitons de ce que les propositions avancées à la suite de la récente conférence que les pays non alignés ont tenue à Luanda aillent dans le même sens. Ce large groupe d'Etats épris de paix joue un rôle de plus en plus important et, en fait, irremplaçable, dans le monde aujourd'hui. Nous apprécions l'activité qu'il a déployée dans la lutte contre le danger d'une catastrophe nucléaire ainsi que dans la lutte pour un espace extra-atmosphérique pacifique, pour le désarmement, pour le développement d'une coopération internationale mutuellement avantageuse, pour le règlement pacifique des différends et pour l'élimination des foyers de tension existant à travers le monde.

Si nous devons parler des droits de l'homme, alors nous devons dire qu'il s'agit là d'un idéal aussi vieux que la race humaine. Si cet idéal doit être consacré dans toutes les parties du monde, à travers le globe, pourquoi certains pays particuliers sont-ils marqués du sceau de Caïn en tant que prétendus contrevenants, tandis que l'idéal de la perfection démocratique est attribuée à d'autres, selon les exigences politiques du moment?

M. Chnoupek (Tchécoslovaquie)

Je demande alors : ceux qui sont tellement désireux de montrer les autres du doigt sont-ils eux-mêmes exempts de toutes fautes? Ont-ils consacré dans leur constitution le droit au travail pour tous? Octroient-ils le droit à une instruction libre? A des soins médicaux gratuits? A la retraite et aux pensions? Ont-ils ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou celui relatif aux droits économiques, sociaux et culturels? Ne sont-ils pas à la recherche de réponses erronées aux questions justes, et ne voient-ils pas, comme le dit la Bible, la paille qui est dans l'oeil de leur prochain sans voir la poutre qui est dans le leur? Il faut répéter à maintes reprises que les droits de l'homme ont toujours été une combinaison concrète des droits civils et politiques et des droits économiques et sociaux fondamentaux et que chaque pays aborde ces droits suivant ses propres notions. Cette réalité doit être prise en compte sinon nous risquons de nous enfermer dans le cercle vicieux de l'irrationnel.

Je puis assurer à l'Assemblée générale que la Tchécoslovaquie, dévouée à la mission de l'Organisation, continuera comme par le passé à s'acquitter de ses nobles tâches. Comme l'a déclaré le Président de la République socialiste de Tchécoslovaquie, M. Gustav Husak :

"Nous devons continuer à lutter pour éviter la menace de la guerre, pour parvenir au désarmement, notamment le désarmement nucléaire, pour régler pacifiquement les problèmes internationaux, sur la base des principes d'égalité et de sécurité égale, pour que les relations internationales s'engagent à nouveau sur la voie de la détente et de la coopération constructive."

M. SHAMIR (Israël) (interprétation de l'anglais) : En premier lieu, je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre élection à la présidence de la quarantième session de l'Assemblée générale. Je suis convaincu que votre grande expérience dans le domaine diplomatique et les talents que nous connaissons tous contribueront à enrichir les délibérations de cette session extraordinaire. Nous commémorons cette année le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, qui a été créée dans une atmosphère d'espoir et d'optimisme à la suite des destructions, des massacres et des pillages de la guerre. Comme beaucoup d'autres, bien que différent, le peuple juif a connu de grandes souffrances qui ont laissé leurs traces non seulement dans les annales de l'histoire mais aussi dans son expérience spirituelle et psychologique.

M. Shamir (Israël)

Je parle évidemment du terrible holocauste, oeuvre du nazisme et de l'antisémitisme. Pour cette raison, l'apparition des Nations Unies sur la scène mondiale a été une source d'inspiration lumineuse à la fin d'une époque particulièrement sombre de notre histoire. En effet, qu'y a-t-il de plus émouvant que les déclarations sans équivoque de principes qui figurent dans le préambule de la Charte des Nations Unies, tels que "Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre" et l'appel "à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage"? A mon grand regret, cette Organisation a contribué à renverser ces espérances et ces nobles idéaux.

La calomnie de l'antisémitisme s'est également propagée en prenant la forme de l'antisionisme. A ce propos, nous constatons avec tristesse que 10 années se sont écoulées depuis l'adoption de l'infâme résolution de l'Assemblée générale qui mettait faussement sur un pied d'égalité le mouvement de libération nationale du peuple juif, le sionisme, et un phénomène répugnant et totalement étranger aux valeurs spirituelles fondamentales du patrimoine juif. On se souviendra de cette résolution 3379 (XXX) du 10 novembre 1975 comme d'une terrible tache dans les annales des Nations Unies, une tache qui discrédite l'Organisation tout entière et les membres irresponsables qui ont appuyé cette résolution.

D'autres instances internationales ont été également exploitées à des fins de propagande et pour la guerre politique contre Israël, déformant le but réel dans lequel elles avaient été créées. Il convient donc de s'attacher à parvenir à ce que j'appellerai le "désarmement politique" au sein de ces organismes pour garantir leur intégrité et leur crédibilité dans l'exercice de leur fonction légitime.

Israël a été créé en 1948, à la suite de l'adoption d'une résolution des Nations Unies préconisant l'établissement d'un Etat juif en Palestine. Cependant, les Nations Unies n'ont rien fait pour mettre en oeuvre cette résolution et l'Etat d'Israël s'est uniquement constitué grâce à la volonté, aux efforts et aux sacrifices de son peuple. Je dois ajouter que les Nations Unies ne sont pas non plus intervenues pour repousser les immenses menaces et dangers qui pesaient sur Israël au moment de sa création.

Depuis qu'il existe en tant qu'Etat, Israël s'est efforcé d'établir la paix et d'entretenir des relations normalisées avec ses voisins. La paix est pour nous une partie intégrante naturelle de notre patrimoine national. Le peuple juif est

M. Shamir (Israël)

petit, démocratique et libre et tente de reconstruire sa nation dans son ancienne patrie. Nous chérissons la paix et inculquons ses bienfaits à nos enfants. En effet, après une longue période de conflits et d'hostilités imposés par nos voisins, nous avons trouvé un moyen de lancer un pont de paix avec un de nos voisins arabes.

L'Egypte et Israël ont montré clairement que des négociations face à face et un dialogue direct sont le meilleur moyen et le plus constructif de parvenir à la paix. Nous y sommes arrivés à la suite des accords de Camp David, qui traçaient un cadre juste et efficace pour le règlement du différend. C'est pour cette raison qu'Israël insiste tant pour que, à l'avenir, la même méthode soit appliquée dans le processus de paix. Nous espérons que dans un proche avenir nous pourrions négocier avec la Jordanie, notre voisin de l'Est. Il est indispensable que le Traité de paix avec l'Egypte ne reste pas le seul exemple de traité de paix avec nos voisins. Par conséquent, nous cherchons sincèrement à élargir et à approfondir cette paix en étendant ce processus à nos autres voisins arabes.

M. Shamir (Israël)

Du haut de cette tribune, j'en appelle une fois de plus au roi Hussein de Jordanie, pour qu'il entre en négociations directes avec Israël, non pas dans une enceinte internationale vague et diffuse, mais dans des discussions bilatérales directes. Une conférence internationale est un moyen d'éviter des négociations directes. Elle sera le théâtre d'une propagande hostile et extrémiste et ne servira pas la cause de la paix. Notre but serait d'atteindre un traité de paix négocié de façon bilatérale entre nos pays. Notre attachement aux Accords de Camp David reste le même et c'est pourquoi nous sommes prêts à rencontrer une délégation jordanienne qui pourrait inclure des Arabes palestiniens de Judée, de Samarie et de Gaza, ou tous autres Arabes palestiniens sur la présence desquels nous pourrions nous entendre mutuellement.

Israël croit fermement que les seuls moyens de résoudre les problèmes de notre région sont la négociation et la paix. Si le roi Hussein a finalement décidé de nous tendre la main dans un but de paix, qu'il agisse comme l'a fait feu le président Sadate. Il ne devrait pas chercher à noyer la recherche de la paix dans une mer de conditions qui tuent dans l'oeuf toute chance de paix - conditions telles qu'une conférence internationale et la participation d'organisations terroristes dans le processus de paix. J'aimerais également engager de façon pressante le roi Hussein, en cette onzième heure, à se libérer de l'emprise des terroristes de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Le roi Hussein a déjà été pris dans leurs griffes précédemment, et il semblerait que cette expérience ne lui a rien appris. Ce n'est qu'après s'être libéré de sa dangereuse association avec les terroristes de l'OLP qu'il lui sera possible de progresser sur le chemin de la paix entre Israël et la Jordanie. En effet, l'accroissement marqué, ces derniers temps, des attaques terroristes contre Israël a son origine, entre autres, dans l'association du roi Hussein avec l'OLP. La Jordanie ne peut pas tendre un rameau d'olivier, symbole de paix, d'une main, tout en donnant l'asile au terrorisme en même temps. Les deux choses s'excluent mutuellement.

Notre position à cet égard est claire et évidente. Nous sommes fermement opposés à tout contact ou relation avec les terroristes ou leurs représentants - et, dans ce cas, avec une organisation dont le but déclaré est de liquider Israël. Les dirigeants de l'OLP ont laissé entendre qu'ils étaient engagés dans un processus politique de paix. Cependant, ils mènent en même temps des activités

M. Shamir (Israël)

terroristes cruelles et meurtrières. Selon leur programme déclaré, l'action politique et les activités terroristes devraient se poursuivre de concert jusqu'à ce qu'ils aient atteint leur but, c'est-à-dire l'élimination d'Israël. Nous ne sommes pas prêts à négocier avec le terrorisme. Il n'y a pas de place pour ceux qui se prétendent leurs représentants à la table où l'on cherche à négocier la paix, la sécurité et la tranquillité. Reconnaître cette organisation équivaldrait à légitimer le terrorisme, ce que doit rejeter tous ceux qui sont épris de paix.

Afin de protéger notre peuple et notre territoire de la terreur, nous avons été obligés de passer à l'action contre l'infrastructure terroriste de l'OLP au Liban qui représentait une menace intolérable pour notre peuple dans la région de Galilée.

En attendant, les terroristes continuent à semer la destruction au Liban. Leur dernière action a été l'enlèvement de quatre diplomates soviétiques à Beyrouth. Les enlèvements et les prises d'otages ne sont qu'une des manifestations du terrorisme international, au centre duquel se trouve l'OLP, et que nous devons combattre et écraser. Ceci est un autre exemple qui montre que le terrorisme ne connaît pas de frontières, que ce soit dans le domaine politique ou dans d'autres.

Ecarter les diverses menaces qui pèsent sur la frontière nord d'Israël reste pour nous une importante priorité. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour défendre et protéger la population du nord du pays. Cet objectif est resté tout aussi important à la suite du retrait des forces de défense d'Israël du Liban, conformément à la décision du Gouvernement d'Israël du 14 janvier 1985.

Hier, Israël a engagé une action contre les bases terroristes situées en Tunisie cette fois. Les forces aériennes d'Israël ne se sont attaquées aux terroristes qu'après qu'il fût devenu évident que ceux-ci lançaient impunément leurs attaques à partir de la Tunisie. La semaine dernière encore, les terroristes de l'OLP, dirigés et commandés depuis Tunis, attaquaient un bateau israélien à Larnaca, à Chypre, et assassinaient de sang froid trois civils israéliens. Ces derniers mois, ce quartier général a été responsable d'un certain nombre d'attaques par mer contre notre peuple, attaques qui ont été repoussées par la marine israélienne. Nous n'avons pas l'intention d'attaquer la Tunisie, bien que ce pays ait permis l'installation de bases terroristes sur son sol. Nous avons agi contre des assassins criminels afin d'empêcher qu'ils continuent de se livrer à leurs actions criminelles.

M. Shamir (Israël)

Malheureusement, les Nations Unies ne se sont pas montrées à la hauteur de leur rôle face au défi lancé par le terrorisme international et l'OLP. Elles auraient pu et dû se dresser résolument contre ce phénomène malfaisant de notre temps et le mettre au ban du monde civilisé. Au lieu de cela, les Nations Unies ont tergiversé, et, ce qui est pire, elles ont légitimé la terreur dans des termes qui constituent un encouragement aux terroristes et à ceux qui les soutenaient.

Je regrette d'avoir à dire que, en dépit des nombreux crimes et des attaques continues menées par les terroristes de l'OLP, cette question n'a jamais été sérieusement examinée par le Conseil de sécurité ou par d'autres organes des Nations Unies et autres institutions internationales. On ne peut demander à Israël qu'il continue de fermer les yeux quant au fait qu'il y a ici deux poids deux mesures. En dépit de cela, Israël est disposé à se joindre aux autres nations libres, pour limiter, si ce n'est pour éliminer définitivement, le terrorisme. De même, nous demandons une action internationale commune contre les terroristes et ceux qui les soutiennent.

Un des phénomènes les plus affligeants et les plus angoissants de notre expérience internationale est le racisme. Ce mot par lui-même évoque des souvenirs sombres et brutaux dans la longue histoire du peuple juif. Nous considérons l'apartheid comme un système de discrimination que la religion juive et l'Etat d'Israël rejettent et répudient de la façon la plus totale.

Le 11 août 1985, le Gouvernement d'Israël a répété qu'il était inconditionnellement opposé à la politique d'apartheid en Afrique du Sud et à toute discrimination fondée sur la race, la religion, la couleur ou toute autre considération. Israël a des relations diplomatiques avec certains Etats africains et est prêt à en nouer avec ceux avec lesquels il n'en a point encore. C'est, bien entendu, à eux de décider. Nous pensons que beaucoup d'entre eux ont maintenant compris qui étaient les véritables amis de l'Afrique : ce ne sont pas ceux qui prononcent des paroles grandiloquentes, mais ne tendront pas une main secourable en temps de besoin ou de détresse, ni ceux qui ne se souviennent de l'existence de l'Afrique que quand ils ont besoin de leurs voix aux Nations Unies. L'Etat d'Israël, par contre, a été l'un des premiers à tendre la main aux nations africaines dès les premières années de leur souveraineté et de leur indépendance, ainsi que dans leurs travaux quotidiens, et est prêt à redoubler d'efforts.

M. Shamir (Israël)

Dans le domaine du désarmement, les nations du Moyen-Orient ont à faire face à trois défis principaux. Ils incluent la réduction des armements classiques, la prévention de la prolifération des armes nucléaires et l'élimination du recours aux armes chimiques. Mon gouvernement estime qu'une action régionale concertée sur ces trois problèmes est un impératif moral de la plus haute priorité.

En ce qui concerne l'accumulation des armes classiques, Israël exprime son inquiétude de voir la fourniture accélérée de grandes quantités d'armes à un certain nombre de gouvernements arabes belligérants dans notre région. Ces régimes n'ont pas besoin de ces armes pour leur défense mais ils les accumulent pour les utiliser contre Israël. Ceci ne peut aboutir qu'à miner les chances de paix au Moyen-Orient.

M. Shamir (Israël)

En ce qui concerne les armes nucléaires, nous estimons que la barrière la plus crédible et la plus efficace contre leur prolifération dans une région aussi sensible que le Moyen-Orient est une convention directement négociée, établissant une zone exempte d'armes nucléaires, fondée sur des engagements liant tous les pays intéressés. Israël se tient prêt à engager de telles négociations sans délais et sans conditions préalables.

Israël n'ignore pas qu'il est nécessaire d'empêcher la prolifération des armes nucléaires, mais il est également conscient de la contribution substantielle que peuvent apporter les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire au bien-être du monde et du droit de tous les pays d'en bénéficier. Nous appuyons tout accord international propre à garantir le statut et l'inviolabilité des installations nucléaires destinées à des fins pacifiques.

L'utilisation répétée des armes chimiques dans la guerre entre l'Iran et l'Iraq et le risque de voir leur emploi s'étendre à tel point qu'il serait difficile, voire impossible, de faire marche arrière, nous inquiètent profondément. Il est regrettable que le soixantième anniversaire du Protocole de Genève de 1925 interdisant l'emploi de telles armes de guerre doive être ainsi célébré. Ce mépris total des obligations juridiques solennelles internationales par l'Iraq montre à quel point le désarmement est difficile à obtenir. Mais nous ne devons pas perdre espoir; nous devons poursuivre nos efforts dans ce domaine vital de l'aventure humaine.

La situation des Juifs d'Union soviétique, qui se détériore, nous contraint une fois de plus à prendre la défense de leurs droits élémentaires. Nous nous préoccupons tout particulièrement des centaines de milliers de Juifs soviétiques qui ont manifesté leur désir de rejoindre leur peuple en Israël. Les autorités soviétiques, toutefois, en violation flagrante de l'Acte final d'Helsinki et d'autres obligations internationales contractées par le Gouvernement soviétique, leur refuse l'autorisation de quitter le pays. Bon nombre de ces Juifs à qui l'on a refusé la permission de quitter le pays et que l'on a obligés à vivre en marge de la société soviétique, font l'objet de tracasseries administratives et de persécution, tout en étant privés des moyens de recours juridiques. Un nombre croissant d'entre eux ont sombré, ces derniers mois, dans une vague croissante de procès et de lourdes peines d'emprisonnement fondées sur des accusations forgées de toutes pièces. Parmi ces récentes victimes de la répression judiciaire, on a

M. Shamir (Israël)

particulièrement remarqué les Juifs qui s'efforcent de diffuser la connaissance de la langue hébraïque. Ces Juifs ne violent en aucune manière le droit soviétique, pas plus qu'ils ne participent à une forme quelconque d'activité anti-soviétique. Leur véritable "crime", aux yeux des autorités, c'est de demander de façon persistante de partir pour Israël et, devant le refus officiel acharné, de perpétuer leur héritage juif, leur culture et leur religion juives.

Toutes ces violences s'inscrivent dans le cadre d'une campagne médiatique implacable d'incitation à l'antisémitisme, sous l'appellation frauduleuse d'antisionisme - campagne conçue par les autorités pour encourager la méfiance, la haine et le mépris envers les Juifs soviétiques.

Israël cherche à établir de bonnes relations avec tous les Etats, y compris bien sûr avec l'Union soviétique. Nous nous sommes tournés vers la nouvelle direction soviétique en espérant des changements dans son attitude à l'égard des Juifs soviétiques. Hélas! Nous n'avons vu jusqu'ici aucun changement positif quel qu'il soit. Par conséquent, nous n'avons d'autre solution que de continuer à protester vigoureusement et à dénoncer énergiquement ces violations flagrantes du droit de nos frères juifs de rejoindre leur peuple en Israël. Nous persisterons jusqu'à ce que le dernier Juif soviétique qui le souhaite ait eu la liberté d'exercer ce droit fondamental.

On ne doit pas oublier le problème des Juifs de Syrie qui, soumis à la politique de discrimination et de restriction du régime syrien, ne sont pas libres de vivre là où ils le souhaitent. Cela constitue une violation flagrante de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont la Syrie est l'un des signataires. Les Juifs qui souhaitent voyager à l'étranger doivent laisser derrière eux leur famille qui deviennent autant d'otages vivants garantissant leur retour.

Plusieurs centaines de jeunes femmes juives restent célibataires parce que la population juive mâle a été décimée en Syrie. Le Gouvernement syrien a cruellement refusé de permettre à ces femmes de quitter le pays pour qu'elles puissent se marier selon leurs convictions religieuses et fonder une famille.

Nous nous préoccupons de même de la petite et ancienne communauté juive demeurée en Ethiopie, en raison de son isolement et des souffrances qu'elle a subies au cours des dernières catastrophes qu'a connues ce pays. Certains de ces Juifs sont d'ores et déjà retournés dans leur patrie historique et ont été accueillis comme des frères et des soeurs perdus depuis longtemps et enfin retrouvés.

M. Shamir (Israël)

Le peuple d'Israël et son gouvernement ont exprimé leur solidarité au peuple d'Ethiopie, qui a beaucoup souffert de la récente famine et à d'autres problèmes. Nous lançons un appel au Gouvernement éthiopien pour qu'il respecte les droits religieux et culturels de la communauté juive et pour qu'il lui permette de continuer à perpétuer son héritage et sa religion et, à des fins humanitaires, qu'il permette à ceux d'entre eux qui le souhaitent de retrouver leur famille en Israël.

Le quarantième anniversaire de la création des Nations Unies est peut-être une occasion unique de reconsidérer et de réévaluer leurs activités, et de procéder à une autocritique honnête et constructive.

Les Nations Unies ne devraient pas uniquement célébrer leur passé mais aussi planifier leur futur.

D'aucuns se sentiront découragés par le fait que, après tant d'années au cours desquelles les Nations Unies se sont penchées sur les problèmes des pays en développement, nous soyons aussi éloignés de l'objectif visant à combler l'écart existant entre les nations démunies et les nations nanties. La pauvreté, la faim, la malnutrition et la maladie continuent de marquer les conditions de vie dans de nombreuses régions du monde.

Force nous est de conclure que le progrès est trop souvent entravé par une tendance à substituer des slogans aux plans d'action sérieux. La solution de problèmes économiques et sociaux internationaux demande de nouvelles dimensions de la coopération internationale. La famine continue de menacer les pays en développement. La communauté internationale doit absolument prendre des mesures. Les peuples d'Afrique luttent pour se libérer des malédictions de la faim; le reste du monde doit les aider dans cette lutte.

Le développement de l'agriculture traditionnelle, élément vital, a été gravement négligé. Israël est en train de préparer une proposition d'aide pour mettre au point des systèmes d'approvisionnement en nourriture plus efficaces qui fourniraient une meilleure alimentation et lieraient cette aide à des programmes de développement agraire et hydrologique.

M. Shamir (Israël)

Les succès du développement rural intégré se sont manifestés dans le développement agricole rapide d'Israël. Israël a une grande expérience de l'utilisation appropriée du sol et de l'eau, de l'organisation commerciale, des systèmes agro-industriels adaptés aux pays en développement, de l'intégration des populations et des projets de développement. Nous sommes disposés à transmettre aux autres pays en développement nos connaissances dans ces domaines. Les bienfaits de cette expérience peuvent contribuer à relever les niveaux de vie dans de nombreuses sociétés.

Israël a soumis aux organisations internationales, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des Nations Unies, une proposition de développement intitulée "Economie de transition". Cette proposition cherche à rompre le cercle vicieux de la pauvreté en améliorant la productivité et la qualité de vie des pays en développement. Le programme proposait un processus de développement global, une planification décentralisée ainsi que les modalités de son application.

Au cours de ses 26 années de participation aux efforts de développement sur le plan international, Israël a coopéré avec plus d'une centaine de pays et formé plus de 50 000 hommes et femmes dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, de la santé et de l'éducation. Au cours de son développement, Israël s'est heurté à certains des problèmes auxquels sont actuellement confrontés les pays d'Afrique et elle est parvenue à les surmonter.

L'Organisation des Nations Unies pourrait regagner un certain prestige et une certaine autorité si elle accordait la priorité à ces questions économiques et sociales urgentes. L'ampleur des tâches qui nous attendent exigent une coopération internationale inégalée.

Malheureusement, le bilan de l'Organisation des Nations Unies n'est pas très encourageant. Lors de sa précédente session, l'Assemblée générale avait inscrit 143 points à son ordre du jour. Elle n'a pas adopté moins de 38 résolutions concernant le Moyen-Orient, dont 37 étaient négatives, voire hostiles à l'égard d'Israël. De telles résolutions ont cessé depuis longtemps d'attirer l'attention ou d'avoir le moindre poids. Mais l'Assemblée générale n'a pas estimé utile de consacrer son attention à des foyers de danger tels que la guerre entre l'Iran et l'Iraq, l'Afghanistan et bon nombre de problèmes socio-économiques qui assaillent notre société.

Mettons de côté les divergences politiques auxquelles notre monde est en proie et unissons nos forces afin de trouver des solutions pour l'homme, la femme et l'enfant de tous les jours, qu'on oublie trop souvent dans l'animation des

M. Shamir (Israël)

débats politiques. Oeuvrons ensemble dans l'esprit des anciens prophètes qui ont donné au monde la notion de fraternité humaine, une notion qui est le fondement même des nobles idéaux de l'humanité.

A l'époque actuelle riche de possibilités sans précédent, Israël prie instamment tous les gouvernements, les institutions internationales et les organisations non gouvernementales de relever les défis que posent la science et la technique. Partageons les fruits des progrès scientifiques et techniques pour améliorer nos vies. Bâtissons un avenir moral et prospère permettant de réaliser la justice et la dignité pour tous. Que les Nations Unies deviennent véritablement des "Nations Unies pour un monde meilleur".

La séance est levée à 13 h 25.